

REPUBLIQUE DU BENIN

PLATE FORME DES ACTEURS DE LA SOCIETE CIVILE AU BENIN

(PASCIb)

BENKADI - BENIN

Etude sur la cartographie des acteurs (gouvernement, OSC, secteur privé et PSTF, et les groupes vulnérables) et des espaces de dialogue sur les Changements Climatiques au BENIN

RAPPORT FINAL

Dr Séraphin C. ATIDEGLA

M. Antoine AYOSSO

Septembre 2021

SOMMAIRE

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS.....	4
LISTE DES TABLEAUX	7
REMERCIEMENTS	8
RESUME EXECUTIF	9
EXECUTIVE ABSTRACT	10
1. INTRODUCTION	11
1.1 Contexte et justification de l'étude.....	11
1.2 Objectifs de l'étude	13
1.3 Résultats attendus.....	13
1.4 Rappel des indicateurs de base liés à l'étude.....	14
2. METHODOLOGIE DE REALISATION DE L'ETUDE	14
2.1 Préparation et cadrage de la mission	14
2.2 Recherche documentaire et collecte des données secondaires	15
2.3 Formation sur l'analyse des pouvoirs par les Experts de BENKADI	15
2.4 Elaboration des outils et collecte des données primaires	15
2.5 Traitement des données et rapportage	15
3. DIFFICULTES ET LIMITES DU TRAVAIL.....	15
3.1 Difficultés	15
3.2 Limites.....	16
4. ETAT DES LIEUX DES ACTEURS INTERVENANT POUR LES QUESTIONS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE	16
4.1 Acteurs pertinents existants et les niveaux d'influence.....	17
4.2 Note analytique sur l'état des lieux des acteurs en présence	26

5. DIAGNOSTIC SUR LES ESPACES DE DIALOGUE EXISTANTS ET SUR LE NIVEAU DE FONCTIONNALITE DES ACTEURS DANS LE DOMAINE DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES AU BÉNIN	27
5.1. Nombres d’espaces de dialogue multi-acteurs existants	27
5.2 Analyse FFOM des espaces de dialogue existants	29
5.2 Note analytique sur les forces et faiblesses ainsi que les opportunités et menaces du fonctionnement des acteurs et espaces de dialogues	30
6. ANALYSE DES POUVOIRS	31
6.1 Délimitation du système	31
6.2 Identification des acteurs : leur niveau d’influence.....	32
6.3 Structures et normes	35
6.4 Politiques et concertations.....	36
6.5 Leviers.....	37
7. SITUATION DE RÉFÉRENCE DES INDICATEURS DE BENKADI BENIN	40
8. STRATEGIE D’APPROCHE EN RELATION AVEC LA THÉORIE DE CHANGEMENT DU PROJET BENKADI POUR UNE MEILLEURE MAÎTRISE DES ACTEURS ET UNE EFFICACITÉ DES PLAIDOYERS.....	43
9. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	44
Bibliographie.....	45
ANNEXES	48
Annexe 1: Sources de collecte et données secondaires à collecter	48
Annexe 2 : Liste des personnes ressources rencontrées.....	50
Annexe 3 : TdR de la mission	52

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

A2D	Association pour l'Agriculture
AB	Assemblée Nationale
AbE	Adaptation basée sur les Ecosystèmes
ABE	Agence Béninoise pour l'Environnement
ACED	Centre d'Actions pour l'Environnement et le Développement durable
ACP	Association de Conservation et de Promotion du Site Bouche du Roy
ADDBIO	Actions pour le Développement Durable et la Biodiversité
AFA	Association des Femmes Agricultrices
AFD	Agence Française de Développement
AGRICOM	Association des Agriculteurs de la Commune de Malanville
AHDDDB	Actions Humanitaires pour le développement Durable à la Base
AJDIB	Association de Jeunes pour le Développement et l'Initiative de Bases
AJED	Association Jeunesse Engagée pour le Développement
ALDF	Association pour la Liberté et le Développement de la Femme
ANAT	Agence Nationale de l'Aménagement du Territoire
ANCB	Association Nationale des Communes du Bénin
ANPC	Agence Nationale de la Protection Civile
ATDA	Agence Territoriale de Développement Agricole
AVNP	Association Vive Paysan Nouveau
BEES	Benin Environment Education and Society
CBRSI	Centre Béninois de Recherche Scientifique et de l'Innovation
CC	Changement climatique
CCAC	Commissaire des Commissariats des Arrondissements de la Commune
CCDA	Cellule communale pour le Développement Agricole
CCeC	Chef Cellule Communale
CCIB	Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin
CCNUCC	Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique
CDeS	Comité Départemental de Suivi
CDSN Eau	Chef Division de la Société Nationale des Eaux du Bénin
CDSBEE	Chef Service de la Division de la Société Béninoise d'Energie Electrique
CeCOS	Cellule Communale d'Orientation et de Suivi
CEEMATERR	Climat Énergie : Mesures d'adaptation et d'atténuation sur les Territoires Ruraux
CGE	Cellule Genre et Environnement
CIA	Chambre Interdépartementale de l'Agriculture
CIPC	Cercle International de Promotion et de Création
CIPCRE	Cercle Intégré pour la Promotion de la Création
CIM	Chambre Inter Métier
CNA	Chambre National d'Agriculture
CENAGREF	Centre National de Gestions des Réserves de Faunes
CNBCC	Communication Nationale du Bénin sur les Changement Climatique
CNCC	Comité National sur le Changement Climatique
CNOS	Comité National d'Orientation et de Suivi
CPCC	Cellule de Protection Civile Communale

CoForMo	Communauté Forestière du Moyen-Ouémé
CRP	Chef Région Pédagogique
CSTR	Chef Service Transmission Radio
DA	Direction de l'Agriculture
DCAM	Direction de la Climatologie et de l'Agro-Météorologie
DDAEP	Direction Départementale de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
DDCVDD	Direction Départementale du Cadre de Vie et du Développement Durable
DE	Direction de l'Elevage
DFRN	Direction des forêts et Ressources Naturelles
DGB	Direction Générale du Budget
DGCS	Direction Générale de la coordination et de Suivi des ODD
DG Eau	Direction Générale de l'Eau
DGEC	Direction Générale de l'Environnement et du Climat
DGEFC	Direction Générale des Eaux Forêts et Chasse
DGGL	Direction Générale de la Gouvernance Locale
DNM	Direction Nationale de Météorologie
DOI	Direction des Organisations Internationales
DPH	Direction de la production Halieutique
DPV	Direction de la Protection des Végétaux
DPP	Direction de la Programmation et de la Planification
DPPC	Direction de la Prévention et de la Protection Civile
DTT	Direction de Transport Terrestres
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FNEC	Fond National pour l'Environnement et le Climat
FIDA	Fond International pour le Développement Agricole
FME	Fond Monétaire pour l'Environnement
FN Eau	Fonds National de l'Eau
FUPRO	Fédération des Union des producteurs du Bénin
FVE	Fond Vert pour l'Environnement
CAVODE	Camp des Volontaires pour le Développement
GCLCAM	Gérant de la CLCAM
GIC	Groupe Intercommunal des Collines
GIEC	Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat
GPBR	Grand-Popo Bouche du ROY
GRAIB	Groupe de Recherche et d'Action pour les Initiatives de base
INE	Institut National de l'Eau
INRAB	Institut National de Recherche Agricole du Bénin
JEVEV	Jeunesse et Emplois Verts pour une Economie Verte
JSED	Jeunesse Santé Environnement Développement
JUMaN	Jeunes Unis pour un Malanville Nouveau
MAEP	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
MCVDD	Ministère du Cadre de Vie et Développement du Durable
MEM	Ministère de l'Eau et des Mines
MDCAG	Ministère du Développement et de la Coordination de l'Action

	Gouvernementale
MDGL	Ministère de la Décentralisation et de la Gouvernance Locale
MDGL	Ministère de la Décentralisation et de la Gouvernance Locale
MLRA-SA	Mouvement pour un Lotissement et un Recasement Apaisés et la Survie d'Agoué"
MISPC	Ministère de l'Intérieur et la Sécurité Publique et des Cultes
MS	Ministère de la Santé
NTC	Nouveau Type Citoyen
ODD	Objectif de Développement Durable
OFEDI	Organisation des Femmes pour la Gestion de l'Energie, de l'Environnement et la promotion de Développement Intégré
ONG	Organisation non gouvernementale
OPA	Organisation Professionnelle Agricole
OSC	Organisation de la Société Civile
PCRCACC	Plateforme Communale de Réduction des Risques de Catastrophes et d'Adaptation au Changement Climatique
PFCC	Point Focal sur le Changement Climatique
PNA	Programme National d'Adaptation
PNOPPA-BENIN	Plateforme Nationale des Organisations Paysannes des Producteurs Agricoles
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
POSC	Plateforme des organisations de la Société Civile
RAI	Receveur Auxiliaire des Impôts
RDC	Responsable des Directeurs des collègues
RP	Receveur-Percepteur
SADEF	Service Affaires Domaniales Environnementales et Foncières
SVGF	Section Villageoise de Gestion Foncière
SONEB	Société Nationale des Eaux du Bénin
UDP	Union Départementale des Producteurs
UCP	Union Communale des Producteurs
UIGREN	Union Inter villageoise de Gestion des Ressources Naturelles
UICN	Union Internationale pour la Conservation de la Nature
UE	Union Européenne

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1	:	Acteurs pertinents intervenant dans le domaine du CC
Tableau 2	:	Espaces de dialogue existants et les structures membres
Tableau 3	:	Matrice FFOM
Tableau 4	:	Point des faiblesses à relever à court terme
Tableau 5	:	Matrice des influences
Tableau 6	:	Matrice des pouvoirs des acteurs clés
Tableau 7	:	Structures, normes et leurs effets sur les relations de pouvoir
Tableau 8	:	Leviers identifiés
Tableau 9	:	Nombre d'espaces de dialogue et OSC impliquées
Tableau 10	:	Indicateurs de base de l'étude
Tableau 11	:	Autres indicateurs de l'étude

REMERCIEMENTS

L'équipe de EVENT TECH qui a réalisé cette mission tient à remercier sincèrement les experts de BENKADI, les relais départementaux et les points focaux de la PASCiB pour leur collaboration.

RESUME EXECUTIF

Le Programme BENKADI ambitionne de contribuer à une société civile forte, qui travaille à atténuer les effets du changement climatique sur les communautés vulnérables du Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire et le Mali en partenariat avec Woord En Daad (WD) et le Ministère Néerlandais des Affaires Etrangères. La PASCiB, bénéficiaire dudit programme au Bénin a choisi deux domaines d'actions prioritaires que sont : i) l'adaptation du secteur agricole face aux changements climatiques et ii) l'adaptation des ressources en eau face aux changements climatiques. C'est dans ce cadre que BENKADI-BENIN, a lancé plusieurs études dont celle relative à la cartographie des acteurs (gouvernement, OSC, secteur privé et PSTF, et les groupes vulnérables) et des espaces de dialogue sur les Changements Climatiques au BENIN. Le présent rapport permet de mieux apprécier les catégories d'acteurs en présence sur les changements climatiques, leurs interactions, les types d'influences exercées, les intérêts en jeu et les stratégies de plaidoyers à développer pour atteindre les résultats escomptés par le projet BENKADI-BENIN. Pour ce faire, la méthodologie utilisée se décline en cinq principaux points : i) la préparation et le cadrage de la mission, ii) la recherche documentaire et la collecte des données secondaires, iii) la formation sur l'analyse des pouvoirs et de ses outils par les Experts de BENKADI, iv) l'élaboration des outils et collecte des données primaires et v) le traitement des données et le rapportage. Outre les informations secondaires obtenues à partir de la bibliographie existante et de l'internet, les données primaires ont été collectées dans les dix (10) communes d'intervention de BENKADI-BENIN. Il s'agit de Dassa-Zounmè, Ouèssè, Aguégoués, Dangbo, Ouinhi, Grand-Popo, Athiémé, Zakpota, Malanville et Karimama. Plusieurs méthodes et outils d'analyse ont été utilisés pour le traitement des données en fonction des objectifs spécifiques de l'étude. Il s'agit notamment des matrices, du modèle FFOM, de la triangulation des données et de leurs appréciations par échelle de grandeur.

Au terme de la compilation et de l'analyse des données, il ressort ce qui suit : 98 acteurs pertinents interviennent dans les changements climatiques 34 acteurs étatiques, 1 acteur invisible (leader d'opinion) 3 acteurs du secteur privé; 5 OSC faitières , 34 OSC (niveaux Départemental et Communal) et 16 acteurs au titre des projets/programmes et PTF. Parmi ces acteurs, les détenteurs de pouvoirs sont surtout les acteurs étatiques et les leaders d'opinion face aux acteurs non étatiques. Cela donne la preuve d'une faible implication des OSC dans les instances de décision sur les changements climatiques en dehors de la PASCiB qui a un niveau d'influence non négligeable dans le domaine de l'agriculture. Quant aux espaces de dialogues, les travaux ont permis d'en identifier six (6). Douze (12) OSC sont certes représentées dans les espaces de dialogues mais leur voix est faible faute de : moyens ; faible connaissance des textes et de leurs pouvoirs ; faible connaissance des techniques de plaidoyer et de lobbying. Enfin, pour l'atteinte des résultats escomptés, la stratégie à adopter en relation avec la théorie de changement du Projet BENKADI BENIN couvrira en autres les deux axes que sont : i) le plaidoyer et le lobbying en direction des détenteurs de pouvoirs et ii) la formation et/ou le renforcement de capacités des acteurs sur le plaidoyer/lobbying ainsi que sur les thématiques relatives à l'adaptation au changement climatique dans le secteur rural.

EXECUTIVE ABSTRACT

BENKADI Program aims to contribute to a strong civilian society, which works to mitigate the effects of climate change on vulnerable communities in Benin, Burkina Faso, Ivory Coast and Mali in partnership with Woord En Daad (WD) and Dutch Ministry of Foreign Affairs. PASCiB, beneficiary of the aforesaid program in Benin, has chosen as priorities' interventions: i) adaptation of the agricultural sector to climate change and ii) adaptation of water resources to climate change. It is within this framework that BENKADI-BENIN has financed several studies, including one relating to the cartography of actors (that of Government, Civilian Society Organization Leaders (CSO), private sector and Financial and Technical Partners (FTP), and vulnerable groups) and spaces of dialogue on Climate Change in BENIN. This report provides a better appreciation of the categories of actors involved in climate change, their interactions, the type of influences exercised, the target interests and advocacy' strategies to be developed in order to reach the expected results of BENKADI-BENIN's project. For this extent, the methodology used can be split into five main points: i) preparation and coaching of the mission, ii) documentary research and secondary data collection, iii) training on powers' analysis and its tools by BENKADI Experts, iv) elaboration of different tools for primary data collection and v) data processing and reporting. In addition to secondary data obtained from the existing bibliography and the Internet, primary data was collected in the ten (10) communes of BENKADI-BENIN project's area. They are Dassa-Zounmè, Ouèssè, Aguégues, Dangbo, Ouinhi, Grand-Popo Athiémé, Zakpota, Malanville and Karimama. Many analyses methods and tools were used for data processing depending on the specific objectives of the study. These included the matrices, the SWOT model, the triangulation of data and their assessments by scale appreciation. From data analysis, the outcomes were: 98 relevant actors involved in climate change of which 34 from Government side, 1 hidden actor (opinion leader), 3 private sector actors; 5 CSO, 38 CSO (Departmental and Communal levels) and 16 actors under projects / programs and FTP. Among these actors, the powers' holders are mainly governmental actors and opinion leaders against Non Governmental actors. This gives evidence of the weak involvement of CSO in decision making structures on climate change out of PASCiB which has got significant influence level in agricultural sector. Concerning the spaces of dialogue, the study has identified six (6). Twelve (12) CSO are certainly represented in the dialogue spaces but their voice is weak due to the lack of: means; poor knowledge of the texts and their powers; poor knowledge of advocacy and lobbying techniques. Finally, to reach the prospective results, the strategy to be adopted with regard to the change theory of BENKADI BENIN project will cover, among other things, the following two axis: i) advocacy and lobbying towards the power owners and ii) training and / or capacity building of actors on advocacy / lobbying as well as on thematic relating to adaptation to climate change in the rural sector.

1. INTRODUCTION

1.1 Contexte et justification de l'étude

Le Bénin est un pays situé en Afrique de l'Ouest, l'une des régions au monde les plus vulnérables aux chocs climatiques, notamment les inondations actuelles du Sahel. L'inefficacité des processus de planification, de mise en œuvre des politiques publiques et de suivi - évaluation, où la participation des citoyens demeure faible, entrave les efforts de préparation à l'atténuation des effets du climat ou à s'y adapter malgré son caractère hautement imprévisible durant les prochaines décennies.

Très préoccupées par cette situation critique pour laquelle plusieurs organisations de la société civile travaillent en vue d'une amélioration, des organisations de la société civile Ouest Africaines, notamment : la Plateforme des acteurs de la société civile au Bénin (PASCiB), le Secrétariat de Concertation des ONG nationales du Mali (SECO-ONG), la Convention de la Société Civile Ivoirienne (CSCI) de la Côte d'Ivoire et le Secrétariat Permanent des ONG (SPONG) du Burkina, ont décidé de s'associer en consortium pour une participation citoyenne inclusive dans les politiques publiques du changement climatique en lien avec l'objectif de développement durable (ODD) 13 et les ODD connexes.

A travers le consortium BENKADI qui signifie en langue bambara « travailler ensemble dans la même direction » ses membres sont mobilisés conjointement autour de l'ambition de contribuer à une société civile forte, qui travaille à atténuer les effets du changement climatique sur les communautés vulnérables du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire et du Mali en partenariat avec Woord En Daad (WD) et le Ministère Néerlandais des Affaires Etrangères.

Désormais, ces bénéficiaires nourrissent l'espoir que BENKADI leur permette de trouver des solutions à la faible synergie entre les différents acteurs œuvrant sur les changements climatiques ; au faible respect des engagements des décideurs aux niveaux national et international. C'est aussi un moyen de corriger le faible niveau de connaissances et des engagements des communautés sur les causes et les vulnérabilités au changement climatique et les solutions potentielles d'adaptation et d'atténuation sans oublier l'allocation encore insuffisante des ressources à la lutte contre les causes et les effets des changements climatiques.

Avec BENKADI, une stratégie à quatre leviers sera développée en prenant en compte : (i) la Recherche-action sur les politiques publiques en matière de changement climatique et l'état des lieux sur leur mise en œuvre; (ii) le Renforcement des capacités et responsabilisation des OSC et des citoyens; (iii) le Lobbying et le plaidoyer auprès du gouvernement et du secteur privé pour le respect de leurs engagements et ; (iv) le Renforcement de la gouvernance et de la prise de décision participative (capacitation et dialogue avec les autorités pour une implication effective des citoyens).

La PASCiB, bénéficiaire dudit programme au Bénin a choisi deux domaines d'actions prioritaires que sont : (i) l'adaptation du secteur agricole face aux changements climatiques et (ii) l'adaptation des ressources en eau face aux changements climatiques. Ce qui lui permettra entre autres, de promouvoir l'approche basée sur les écosystèmes (AbE) comme moyen d'adaptation aux effets néfastes des changements climatiques au Bénin. Ce choix est en alignement parfait avec certaines priorités du MoFa et de l'ambassade des Pays Bas au Bénin qui travaille sur 3 axes que sont la GIRE (programme Omidetta 2017-2020) y compris l'hygiène et l'assainissement ; la sécurité alimentaire et la santé sexuelle de la reproduction.

Les zones agro-écologiques les plus vulnérables dans quatre régions et dix communes que sont l'Alibori (Karimama, Malanville) ; les Collines (Dassa, Ouèssè) ; le Mono (Grand-Popo, Athiémé), l'Ouémé (Aguégoués, Dangbo) et le Zou (Ouinhi, Za-Kpota) seront les localités de mise en œuvre de BENKADI au Bénin.

Pour BENKADI, mener un plaidoyer efficace auprès des décideurs publics, basé sur la mobilisation des citoyens, et des représentants des OSC, en utilisant des preuves / recherches, et les résultats du suivi citoyen de l'efficacité des politiques publiques sur le changement climatique, est à la fois un moyen et une stratégie.

Le fait que les OSC et les communautés à la base seront formées pour suivre les engagements et la mise en œuvre des politiques publiques, va créer un dialogue et une responsabilisation ascendants des OSC et des citoyens. La PASCiB au Bénin par exemple a une forte connaissance de l'environnement politique et un ancrage national pouvant lui permettre d'influencer durablement les politiques tant au niveau national que local. Toute chose qui contribuera à la durabilité des effets du programme. Les actions de cette stratégie comprendront notamment:

- La bonne maîtrise des catégories d'acteurs présents à divers niveaux et domaines ;
- L'organisation de la participation citoyenne (citoyens, OSC, femmes, jeunes, personnes vivant avec un handicap) dans l'espace civique (espace de dialogue et de prise de décisions, politiques publiques) ;
- La mise en place de dispositif de veille citoyenne dans le but d'apporter des contributions pertinentes aux politiques et stratégies sectoriels dans les secteurs, de l'agriculture, de l'eau et du cadre de vie en général.

Les groupes de citoyens cibles de Benkadi étant: les agriculteurs, les pêcheurs, les femmes, les paysans, les leaders communautaires, les organisations communautaires de base, les organisations paysannes dont les groupes de femmes, des jeunes, des personnes en situation de handicap, mais aussi les opérateurs économiques, les acteurs des OSC et leurs démembrés au niveau local, les populations vulnérables vivant dans les zones côtières, les petits producteurs dont les agricultrices, les transformatrices artisanales et les mareyeuses, les agro-industriels, les commerçants, les médias. Ils pourront ainsi continuer de participer à des degrés divers à la formulation, la mise en œuvre et au suivi – évaluation des politiques d'atténuation et d'adaptation climatiques.

Le Bénin, à travers un accord de collaboration avec le Gouvernement sur la thématique générale de l'environnement dirigé par le Ministère en charge de l'Environnement dispose aussi de cadres de dialogues multi acteurs qui réunissent le gouvernement, le secteur privé, le parlement et les OSC en vue de l'évaluation de la stratégie de lutte contre la pauvreté. Ces rencontres sont précédées de revues sectorielles au cours desquelles la société civile est pleinement associée.

La PASCIB qui compte plus de 1000 membres au Bénin a prévu l'implication des milliers de citoyens à travers leurs représentants dans le projet par l'installation et l'institutionnalisation d'un cadre national de concertation (regroupant toutes les parties prenantes) sur les politiques d'adaptation et d'atténuation des changements climatiques dans le secteur de l'environnement. Ce cadre national sera déconcentré et décentralisé au niveau de chacun des départements et communes d'intervention du programme BENKADI afin de mieux influencer les politiques et stratégies d'adaptation et d'atténuation des changements climatiques. L'Etat central offre, de plus en plus, des opportunités de collaboration avec la société civile à la lumière des remarquables prouesses qu'elle fait. Mais cette collaboration encore embryonnaire mérite d'être renforcée. A cet effet, une maîtrise des acteurs en place, de leurs influences et intérêts s'impose.

Eu égard à tout ce qui précède, il est important de mener une étude sur la cartographie des acteurs pour mieux apprécier les catégories d'acteurs en présence, leurs interactions, les types d'influences exercées, les intérêts en jeu et les stratégies de plaidoyers à développer pour atteindre les résultats escomptés par le projet BENKADI-BENIN.

1.2 Objectifs de l'étude

Objectif général

L'objectif général de cette étude est de faire une cartographie des acteurs (gouvernement, OSC, secteur privé, PSTF, et groupes vulnérables) et des espaces de dialogue sur les Changements Climatiques au BENIN.

Objectifs spécifiques

De façon spécifique, il s'agit de :

- ☞ faire un état des lieux sur les acteurs en présence (étatiques, non étatiques) dans le domaine des changements climatiques et leur niveaux d'influence au Bénin ;
- ☞ faire un diagnostic sur les espaces de dialogue existants (local, national) dans le domaine des changements climatiques au bénin ;
- ☞ analyser le niveau de fonctionnalité des acteurs et des espaces de dialogues existants ;
- ☞ analyser la prise en compte du genre et inclusion au sein du gouvernement, secteur privé et OSC par les acteurs dans le domaine des changements climatiques au bénin ;
- ☞ proposer une stratégie d'approche en relation avec la théorie de changement du projet BENKADI pour une meilleure maîtrise des acteurs et une efficacité des plaidoyers.

1.3 Résultats attendus

Au terme de l'étude, les résultats suivants sont attendus :

- ☞ Une note analytique est produite sur l'état des lieux concernant les acteurs en présence dans le domaine des changements climatiques en mettant en exergue leurs niveaux d'influence dans le domaine des changements climatiques ;
- ☞ Une note analytique est produite sur les Forces et Faiblesses ainsi que les opportunités et menaces en lien avec le fonctionnement des espaces de dialogue existants dans le domaine des changements climatiques en mettant en exergue le niveau d'implication des OSC ;
- ☞ Une proposition de stratégie d'approche est élaborée en lien avec la théorie de changement climatique du projet BENKADI pour une meilleure maîtrise des acteurs et une efficacité des plaidoyers.

1.4 Rappel des indicateurs de base liés à l'étude

- Nombre d'espaces de dialogue existant dans le domaine des changements climatiques ;
- Nombre d'OSC impliquées dans les espaces de dialogue sur les changements climatiques au Bénin ;
- Tout autre indicateur jugé pertinent peut-être proposé pour l'étude

NB : Au regard de ces indicateurs, faire ressortir la situation de départ pour chacun d'eux.

2. METHODOLOGIE DE REALISATION DE L'ETUDE

La méthodologie adoptée pour l'étude concerne la cartographie des acteurs et des espaces de dialogue sur les Changements Climatiques au Bénin ainsi que sur l'analyse des pouvoirs. Conformément à la méthodologie globale adoptée et validée au cours de la séance de cadrage, la mission s'est déroulée suivant les cinq (5) étapes ci-après :

Etape 1 : Préparation et cadrage de la mission

Etape 2 : Recherche documentaire et collecte des données secondaires

Etape 3 : Formation sur l'analyse des pouvoirs et de ses outils par les Experts de BENKADI ;

Etape 4 : Elaboration des outils et collecte des données primaires ;

Etape 5 : Traitement des données et rapportage.

Les détails de ces étapes se présentent ainsi qu'il suit :

2.1 Préparation et cadrage de la mission

La première étape de la mission a démarré par une réunion de briefing et de validation de la proposition technique et surtout du plan de travail soumis dans l'offre. Cette réunion a permis au consultant d'avoir (i) une entente avec le commanditaire sur les TDR, (ii) la compréhension des concepts (acteurs, espaces de dialogue, indicateurs de base, pouvoirs des acteurs, analyse des pouvoirs, etc.) (iii) les attentes des deux parties, ainsi que le calendrier d'exécution très serré dont le respect nécessite une approche intensive.

2.2 Recherche documentaire et collecte des données secondaires

La deuxième étape a porté sur la recherche et l'analyse documentaires auprès des sources d'informations (institutions, projets et personnes ressources travaillant dans les domaines couverts par la mission, au niveau des ministères sectoriels concernés, des agences et institutions spécialisées, des mairies et autres centres de documentation). La liste des sources consultées se trouve en annexe 1. Les résultats obtenus ont été présentés sous forme de synthèse documentaire et exploités par la suite pour l'élaboration des outils et supports de collecte de données primaires.

2.3 Formation sur l'analyse des pouvoirs par les Experts de BENKADI

La troisième étape a été consacrée à la formation sur l'analyse des pouvoirs par les Experts de BENKADI. Outre la formation en ligne assurée par l'équipe régionale de BENKADI, d'autres ont été assurées par les Experts de BENKADI Bénin. Les différentes séances de formation ont permis d'outiller les divers Consultants en vue de la conduite de l'analyse et de l'atteinte des objectifs escomptés.

2.4 Elaboration des outils et collecte des données primaires

Compte tenu des liens qui existent entre la plupart des études lancées par BENKADI, plusieurs séances d'harmonisation et de mutualisation des outils tels que les guides d'entretien et le questionnaire. La transversalité de certaines tâches comme l'analyse des pouvoirs justifie également cette démarche. Les outils élaborés sont ceux à administrer aux divers acteurs identifiés au cours de la recherche documentaire d'une part et ceux recommandés par les Experts de BENKADI d'autre part. La collecte des données primaires s'est déroulée du dimanche 12 au jeudi 19 août 2021 et a permis à l'équipe d'enquête, d'avoir les entretiens avec les acteurs ciblés ainsi qu'avec des focus groups dans l'ensemble des communes couvertes par le projet BENKADI Bénin.

2.5 Traitement des données et rapportage

La cinquième étape qui a d'ailleurs commencé dès le démarrage des enquêtes de terrain a mobilisé une équipe au bureau pour la coordination des travaux de terrain, la codification, la saisie, le traitement et l'analyse des données d'enquête. Pour parfaire cette étape, il a été question de l'utilisation des matrices, du modèle FFOM, de la triangulation des données et de leurs appréciations par échelle de grandeur. Enfin, la dernière manche de cette étude a été consacrée à l'interprétation des résultats et à la production du rapport de mission.

3. DIFFICULTES ET LIMITES DU TRAVAIL

La réalisation de la cartographie des acteurs devant déboucher sur l'analyse des pouvoirs a connu quelques difficultés et quelques limites.

3.1 Difficultés

- Le temps imparti à la mission est insuffisant notamment à cause de l'analyse des pouvoirs. Ainsi, il n'a pas été possible aux Consultants de faire usage d'une démarche

appropriée de réalisation de cartographie en animant des mini-ateliers avec les acteurs concernés par Institution cible ou par catégorie ;

- Le temps imparti pour faire le travail est insuffisant et n'a pas permis de faire usage d'une démarche appropriée de réalisation de cartographie en animant avec les acteurs concernés, des ateliers par catégorie d'acteurs (gouvernement, OSC, secteur privé, PTF, groupes vulnérables, etc.) ;
- La situation sanitaire actuelle a rendu difficile la collecte des données primaires relatives aux espaces de dialogues sur les changements climatiques ;
- La masse d'informations obtenues à cause de la similitude caractérisant plusieurs études lancées au même moment par BENKADI ainsi que la mutualisation de la phase de collecte de données ont rendu un peu lourd et fastidieux leur traitement ;
- L'analyse des pouvoirs recommandée dans l'étude a constitué un point d'achoppement car ayant nécessité plusieurs séances de formations (en ligne et en présentielle) en vue de l'appropriation de certains concepts et orientations à suivre.

3.2 Limites

A Cotonou, dans le contexte actuel du Covid 19 et de son fort taux de contamination malgré le respect des gestes barrières, le délai imparti à la mission n'a pas permis de collecter les données primaires qui serviront à boucler les gaps laissés lors de la collecte des données secondaires. De même, celui imparti aux travaux de terrain eu égard à la diversité des acteurs avec lesquels il faut s'entretenir sur le terrain (niveaux déconcentré et décentralisé) n'a pas suffi pour avoir une masse appréciable d'informations.

4. ETAT DES LIEUX DES ACTEURS INTERVENANT POUR LES QUESTIONS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

L'état des lieux des acteurs exerçant au niveau national et dans les dix (10) Communes d'étude sera présenté dans le tableau 1. Ce Dernier renseigne entre autres sur les activités de l'acteur et le niveau d'influence.

4.1 Acteurs pertinents existants et les niveaux d'influence

Tableau 1 : Acteurs pertinents intervenant dans le domaine des CC

N°	Noms des acteurs	Activités dans le domaine des CC	Localités couvertes	*Niveau d'influence
PTF/Projets/Programmes				
1	GIZ	Accompagnement pour la mise en œuvre des projets/programmes (financement, renforcement de capacités, etc.)	National et International	4
2	ENABEL	Accompagnement pour la mise en œuvre des projets/programmes (financement, renforcement de capacités, etc.)	National et International	4
3	AFD	Accompagnement pour la mise en œuvre des projets/programmes (financement, renforcement de capacités, etc.)	National et International	4
4	COOP. SUISSE	Accompagnement pour la mise en œuvre des projets/programmes (financement, renforcement de capacités, etc.)	National et International	4
5	PNUD/(PMF/ FEM)	Accompagnement pour la mise en œuvre des projets/programmes (financement, renforcement de capacités, etc.)	National et International	4
6	FAO	Accompagnement pour la mise en œuvre des projets/programmes (financement, renforcement de capacités, etc.)	National et International	4
7	CEDEAO	Accompagnement pour la mise en œuvre des projets/programmes (financement, renforcement de capacités, etc.)	National et International	4
8	UE	Accompagnement pour la mise en œuvre des projets/programmes (financement, renforcement de capacités, etc.)	National et International	4
9	BAD	Accompagnement pour la mise en œuvre des projets/programmes (financement, renforcement de capacités, etc.)	National et International	4
10	BM	Accompagnement pour la mise en œuvre des projets/programmes (financement, renforcement de capacités, etc.)	National et International	4
11	FIDA	Accompagnement pour la mise en œuvre des projets/programmes (financement, renforcement de capacités, etc.)	National et International	4
12	ONU ENVIRONNEMENT	Accompagnement pour la mise en œuvre des projets/programmes (financement, renforcement de capacités, etc.)	National et International	4

13	FVE	Accompagnement pour la mise en œuvre des projets/programmes (financement, renforcement de capacités, etc.)	National et International	4
14	FME	Accompagnement pour la mise en œuvre des projets/programmes (financement, renforcement de capacités, etc.)	National et International	4
15	UICN	Accompagnement pour la mise en œuvre des projets/programmes (financement, renforcement de capacités, etc.)	National et International	4
16	ONU Changement Climatique	Accompagnement pour la mise en œuvre des projets/programmes (financement, renforcement de capacités, etc.)	National et International	4
GOUVERNEMENT				
17	DGEC/MCVDD	Elaborer, mettre en œuvre et suivre l'exécution des politiques nationales en matière de CC, Respect des conventions	Territoire National	4
18	FNEC/MCVDD	Mobilisation de financement pour le respect des conventions et la mise en œuvre des politiques en faveur de l'environnement et du climat	Territoire National	4
19	DPP/MAEP	Prise en comptes des enjeux environnementaux dans l'élaboration des politiques, stratégies et programmes	Territoire National	4
20	DGCS/ODD /MDCAG	Capitalisation/consolidation des acquis de la mise en œuvre des politiques des ODD	Territoire National	4
21	ANPC/MISPC	Accompagner la mise en œuvre des politiques et stratégies en matière de changement Climatique	Territoire National	4
22	MDGL	Instruire les Collectivités territoriales sur la gestion des ressources naturelles et les questions liées aux changements climats	Territoire National	4
23	DGEF/MEF	Intégrer dans le budget les ressources allouées aux mesures d'adaptation aux changements climatiques	Territoire National	4
24	AN	Vote des lois sur les changement climatiques	Territoire National	4
25	La recherche	Recherche dans les domaines des Changements climatiques	Territoire National	4
26	DG/MEM	Prise en compte des enjeux du changement climatiques dans l'élaboration des politiques, stratégie et programme en matière de gestion des ressources en eau	National	3
27	CGE/ANAEP/MEM	La gestion durable des ressources en Eau	Territoire National	3

28	SONEB	Assurer la distribution rationnelle et équitable de l'eau potable	Territoire National	3
29	F N Eau	Financement des politiques liées à la gestion durables des ressources en Eau	Territoire National	3
30	DGEFC/MCVDD	Prise en compte des enjeux du changement climatique dans l'élaboration, des politiques, stratégies et programmes de gestion des eaux, forêts et chasse	Territoire National	3
31	CENAGREF/MCVDD	Mise en place des infrastructures nécessaire à une meilleure gestion des ressources Naturelles notamment la faune et la flore	Territoire National	3
32	ABE/MCVDD	Evaluation et Sauvegarde environnementales et sociales Validation des rapports d'EIES Audits externes	Territoire National	3
33	IGN/MCVDD	Prise en compte des enjeux climatiques dans la conservation et la diffusion des informations géographiques.	Territoire national	3
34	ONAB/MCVDD	Prise en compte des enjeux du changement climatique dans la gestion durable des forêts	Territoire National	3
35	DDCVDD	Accompagner les collectivités locales dans la mise en œuvre des politiques de décentralisation en matière de changement climatique.	Départemental	3
36	DE/MAEP	La promotion d'un élevage durable	Territoire National	3
37	DPH/MAEP	La promotion d'une production halieutique durable	Territoire National	3
38	DPV/MAEP	La promotion d'une agriculture durable	Territoire National	3
49	DDEAP	La promotion d'une agriculture durable	Départemental	3
40	PREFECTURE	Veiller au respect des engagements liés aux changements climatiques	Départemental	3
41	ANCB	Veiller à la synergie d'action entre les communes dans les CC	Communal	3
42	Mairie	Prise en comptes des enjeux du changements climatiques ; la mise des plans de contingence	Communal	3
43	PDA	La promotion d'une agriculture durable	Départemental	3
44	ATDA	La promotion d'une agriculture durable	Communal	3

45	PFCC/Mairie	La gestion du CC	Communal	3
46	CNA	La promotion d'une agriculture durable	Territoire National	3
47	SADEF/Mairie	Prise en compte des orientations de la DGECC pour une gestion durable des terres	Communale et départemental	3
48	Agence de Bassin	La gestion durable des bassins	Communal et départemental	3
49	Comité de Bassin	La gestion durable des bassins	Communal et départemental	3
50	CCIB	Veiller à la prise en compte des mesures relatives aux changements climatiques au cours de la création et dans la mise en œuvre des activités de l'Entreprise	Territoire National	3
ACTEURS INVISIBLES				
51	Leaders d'Opinion	Accompagner l'élaboration et la mise en œuvre des politiques liées aux Changements Climatiques	Territoire National	4
CHEFFERIES LEADERS RELIGIEUX				
52	Les Chefferies et leaders religieux	La conservation des ressources naturelles	Dangbo ; Aguégoué ; OUINHI ; Zakpota ; Dassa ; Grand-Popo ; Karimama ; Malanville ; Athiéme ; Ouèssè	3
OSC FAITIERS				
53	PASCIB	Assurer le dialogue multi-acteurs dans la gestion du CC; augmenter le niveau d'implication des OSC dans la gestion du CC.	Territoire national et local	3
54	PNOPPA	Prise en compte des enjeux climatiques dans le domaine agricole dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques, stratégies visant une agriculture résiliente	Territoire National	2

55	Maison de la société Civile	Assurer l'implication des OSC dans la gestion du CC	Territoire national	2
56	Plateforme PROENVIRONNEMENT	Accroître le niveau d'implication des ONG dans la gestion du CC Accompagner et faciliter les actions entrant dans le cadre de la gestion des CC	Territoire national et local	2
57	Coalition Verte	Contribution à la gouvernance environnemental et l'adaptation aux changements climatiques	Dangbo ; Aguégus ; OUINHI ; Zakpota ; Dassa ; Grand-Popo ; Karimama ; Malanville ; Athiémé ; Ouèssè	2
SECTEURS PRIVES				
58	PATRONAT	Accompagner et faciliter les actions entrant dans le cadre de la gestion des CC	Territoire national	1
59	NOCIBE	Prise en compte des enjeux climatique dans les activités de production	Ouinhi	1
60	ETS AGRO NATURE & SERVICE	Prise en compte des enjeux climatique dans les activités agroalimentaires	Athiémé	1
ONG ; OPA et autres OSC				
61	JEVEV	Recherche- Adaptation et résilience-transfert de technologie. Promotion De l'économie verte	Dangbo et Agugué	1
62	CIPCRE	Préservation et sauvegarde de l'environnement ; GIRE	Dangbo ; Aguégus ; OUINHI ; Zakpota ; Dassa ; Grand-Popo ; Karimama ; Malanville ; Athiémé ; Ouèssè	1
63	IDID	Appui technique et financier	Dangbo ; Aguégus ; OUINHI ; Zakpota ; Dassa ; Grand-Popo ; Karimama ; Malanville ; Athiémé ; Ouèssè	1

64	AVED	Contribuer à l'épanouissement des plus vulnérables aux chocs du cc	Dangbo	1
65	UCP et éleveurs	Mettre en œuvre les actions entrant dans le cadre de la gestion des CC Mettre en pratique les formations reçues des techniciens des ATDA	Dangbo ; Aguégues ; OUINHI ; Zakpota ; Dassa ; Grand-Popo ; Karimama ; Malanville ; Athiémé ; Ouèssè	1
66	BEES-ONG	Accompagner les actions et promouvoir les activités relatives aux mesures d'atténuation et d'adaptation au CC ; promotion de l'AbE	Aguégues. Dangbo	1
67	GIC	Mener des actions pour la protection de l'environnement et la gestion des CC	Dassa-Zoumè ; Ouinhi ; Zakpota ; Ouèssè	1
68	UDP	Mener des actions pour la protection de l'environnement et la gestion des CC	Dangbo ; Aguégues ; OUINHI ; Zakpota ; Dassa ;	1
69	CoForMO	Protection des Ressources forestières et de l'environnement	Ouèssè	1
70	CEEMATERR	Protection de l'environnement et mise en œuvre des mesures d'adaptation et d'atténuation aux CC	Ouèssè	1
71	UIGREN	Protection des Ressources naturelles et de l'environnement	Ouèssè	1
72	UCTMGO	Mise en œuvre des activités visant à atténuer les effets du CC	Ouèssè	1
73	AFA	Mise en œuvre des activités visant à atténuer les effets du CC	Ouèssè	1
74	DEDRAS ONG	Mise en œuvre des activités visant à atténuer les effets du CC	Ouèssè	1
75	CIGES –ONG	Mise en œuvre des activités visant à atténuer les effets du CC	Ouèssè	1
76	LES APICULTEURS	Mise en œuvre des activités visant à atténuer les effets du CC	Dangbo ; Aguégues ; OUINHI ; Zakpota ; Dassa ; Grand-Popo ; Karimama ;	1

			Malanville ; Athiémé ; Ouèssè	
77	ONG HUENUSU	Activités relatives aux mesures d'atténuation : Reboisement massif et progressif dans plusieurs écoles de la localité, dans des lieux publics ; accompagnement de jeunes pour la fabrication et la commercialisation de foyers améliorés ; e'tc.	OUIHI ; Zakpota ; Dassa ; Ouèssè	1
78	GPBR	Faciliter les contacts et l'esprit de compréhension entre les population riveraines; Assurer une représentativité effective des usagers du fleuve Mono devant ou dans les différentes instances les concernant directement ou indirectement;	Grand-Popo	1
79	ONG CAVODE	Education ; Environnement ; Droit des enfants	Grand-Popo	1
80	CASE	Education ; Environnement ; Droit des enfants	Grand-Popo	1
81	'ACP DOUKPO'	Sensibiliser les populations riveraines sur la nécessité de préserver la faune et son habitat ;	Grand-Popo	1
82	NATURE TROPICALE	Sensibiliser le public au respect, à une meilleure gestion de l'environnement; Transmettre aux jeunes la passion pour la nature et les sciences naturelles; expériences scientifiques et techniques etc.	Grand-Popo	1
83	MLRA-SA	Participer à l'amélioration et au développement du cadre de vie d'Agoué; procéder à des séances de sensibilisation sur l'archivage et les problèmes environnementaux	Grand-Popo	1
84	CORDE	Initier et soutenir une intense activité de promotion de la sauvegarde de l'environnement, des cultures et de l'identité africaine dans une perspective de convergence et de cohérence d'ensemble, etc.	Athiémé ; Grand-Popo	1
85	ACED	Réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire et nutritionnelle des communautés défavorisées; Contribuer à la gestion rationnelle et durable des ressources naturelles et à la réduction de la pollution sous toutes ses formes	Athiémé ; Grand-Popo	1

		pour un environnement sain et durable;		
86	AJED	Protéger l'environnement (assainissement durable et continu des espaces touristiques, particulièrement la plage de Grand-Popo) tout en faisant la promotion des pratiques positives de protection environnementales à travers la sensibilisation et le renforcement des capacités des populations	Athiémé ; Grand-Popo	1
87	ONG NOSTRA GRACIA	Promouvoir l'assainissement durable et continu des espaces touristiques particulièrement la plage de Grand-Popo;	Athiémé ; Grand-Popo	1
88	A2D	Contribuer à la gestion rationnelle et durable des ressources naturelles et à la protection de l'environnement	; Grand-Popo ; Karimama ; Malanville ; Athiémé ; Ouèssè	1
89	AVPN	Contribuer à la gestion rationnelle et durable des ressources naturelles et à la protection de l'environnement	Grand-Popo ; Karimama ; Malanville ; Athiémé ; Ouèssè	1
90	OFEDI	Sensibiliser le public au respect, à une meilleure gestion de l'environnement ; Transmettre aux femmes la passion pour la nature et les sciences naturelles; expériences scientifiques et techniques etc.	OUIHNI ; Grand-Popo ; Athiémé ;	1
91	BENIN ECO TOURISM CONCERN	Promouvoir l'assainissement durable et continu des espaces touristiques particulièrement la plage de Grand-Popo;	Grand-popo	1
92	ALDF	contribuer à l'alphabétisation et à l'autonomisation de la Femme, contribuer à la lutte contre la faim et l'extrême pauvreté dans le monde notamment au niveau des femmes, promouvoir l'agriculture durable,	Grand- popo ; Athiémé	1
93	AJDIB	Elle exerce dans le domaine de l'éducation, de la santé, de l'environnement, du développement social auprès des populations vulnérables, de l'autonomisation des femmes, de l'entrepreneuriat des jeunes, de la culture et du tourisme.	Dangbo ; Aguégus ; OUIHNI ; Zakpota ; Dassa ; Grand-Popo ; Karimama ; Malanville ; Athiémé ; Ouèssè	1

94	JUMaN	Participer à la préservation de l'environnement	Malanville	1
95	AGRICOM/LAAKAI-KANEY	Promotion d'une agriculture durable	Malanville	1
96	JSED	Promouvoir un environnement durable	Malanville et Karimama	1
97	GAKASSINEY	Contribuer à la santé et à un environnement durable pour les plus vulnérables	Malanville et aussi national	1
98	ADDBIO	la conservation de la biodiversité, de l'agriculture, de l'environnement, de la sécurité alimentaire et des technologies de l'information et de la communication	Département Alibori et Atacora	1

Source : Documentation et Enquêtes de terrain (Août 2021)

* 0 = médiocre 1 = Passable 2 = Assez-bon 3 = Fort 4 = Très fort

Ce tableau 1 révèle les acteurs pertinents de niveau d'influence supérieure au niveau d'influence inférieure. En effet, dans les dix communes d'intervention les OSC pertinentes telles que ALDF, OFEDI ; UIGREN sont des groupements de femmes qui interviennent dans les domaines de CC. Celles qui défendent les intérêts des jeunes sont JESED ; ADDBIO ; AJDIB ; JUMaN. De plus, JEVEV est la seule OSC qui œuvre pour non seulement les intérêts des jeunes mais aussi celui des femmes et des personnes vivant avec un handicap.

4.2 Note analytique sur l'état des lieux des acteurs en présence

Le Bénin dispose en général d'acteurs de différentes catégories intervenant sur les plans international, national et local sur les questions liées aux changements climatiques. Au nombre de ces acteurs figurent ceux du Gouvernement, des institutions internationales, des faîtières OSC, des OSC niveau local, du secteur privé, des PTF/Programmes/Projets, des chefferies/religieuses et autres acteurs invisibles, etc.

L'étude a permis d'identifier 35 acteurs étatiques, 5 OSC faîtières, 16 acteurs au titre des PTF 38 OSC (niveaux Départemental et Communal) et un groupe d'acteurs appelé acteur appelé Leaders d'opinion pour le compte des dix (10) communes d'étude.

S'agissant du niveau d'influence dans les zones couvertes par acteur, nous pouvons retenir que c'est parmi les acteurs étatiques et les PTF que nous avons enregistré la plus forte note (4) ce qui leur concède le niveau « Très fort ». Les leaders d'opinion ont un niveau d'influence très fortes. Les chefferies ont une influence forte du fait de leur attachement et le respect de la tradition. Du côté des OSC faîtières, seule PASCiB a eu la note la plus élevée (3) comme note d'influence équivalente à un niveau « Fort ». Son niveau d'influence est dû à sa présence active dans le secteur agricole. Eu égard à cela nous pouvons affirmer que PASCiB a les coudées franches pour apporter le changement souhaité en s'inspirant les expériences capitalisées dans le secteur agricole.

Par ailleurs les OSC à la base et autres acteurs vulnérables ont la note 1. Ce qui correspond à niveau d'influence passable dans la gestion du CC. Toutes les OSC qui ouvrent pour les intérêts des femmes ; des jeunes ; et des personnes vivant avec un handicap sont moins influents. Des actions doivent être menés pour accroître leur niveau d'influence.

5. DIAGNOSTIC SUR LES ESPACES DE DIALOGUE EXISTANTS ET SUR LE NIVEAU DE FONCTIONNALITE DES ACTEURS DANS LE DOMAINE DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES AU BÉNIN

5.1. Nombres d'espaces de dialogue multi-acteurs existants

Le dialogue améliore la qualité de la prise de décision, rassemble les expertises favorisant un échange d'expériences et permet une perception large et constructive dans des domaines multiples. Le dialogue renforce les capacités et les potentiels des acteurs pour l'innovation et le changement social qui répondent à leurs besoins. L'implication active des parties prenantes dans les consultations est une étape importante pour assurer la crédibilité, à la fois, de la planification et de la prise de décision dans un climat de confiance mutuelle. Le dialogue sert, dans ce cas, à préparer un terrain commun, propice à la mise en œuvre des initiatives à fort impact. Le dialogue et la collaboration font que les difficultés et les conflits peuvent être surmontés. Cela permettra également d'échanger les expériences, les opinions, les points de vue, les problématiques, les informations et, bien évidemment, les solutions communes. En effet, ce processus de collaboration multi-acteurs est capable de produire des solutions et des structures durables.

Le dialogue multi-acteurs désigne un processus destiné à gérer le changement à travers la communication constructive et transformative. Un dialogue multi-acteur est une vraie coopération entre les différentes parties prenantes. Dans un dialogue multi-acteurs, la coopération permettra aux parties prenantes de prendre en considération les différentes perceptions et points de vue, afin de rechercher conjointement des solutions efficaces et communes.

La prise en compte des différentes opinions, préoccupations et intérêts de ces groupes sociétaux, l'encouragement, la sensibilisation, la participation, peuvent créer une dynamique sociétale, à travers un dialogue multi-acteurs qui regroupe tous les acteurs étatiques et non étatiques.

Les espaces de dialogues enregistrés dans les domaines du changement climatique sont résumés dans le tableau 2 ci-dessous.

Tableau 2 : Espaces de dialogue existants et les structures membres

N°	Espaces de dialogue	Structures membres
1	CNCC/MCVDD	Un représentant des directions suivantes DGEC ; DGEFC ; Point Focal CCNUCC ; DODD ; DPP/MDCAG ; DGB; CBRSI ; DGE ; DGEau ; DPV ; DGGL ; DM ; MS ; ANCB ; CCIB et un représentant d'ONG du domaine des changements climatiques.
2	PDRRCACC /Préfecture	CCAC, CRP, CCCDA, RDC, RP, RAI, CDSN eau, CDSBEE, CSTR, GCLCAM Responsables d'ONG, Représentant des personnes vivant avec un handicap, Représente des Association de femmes, PACD, POSC du Département, Président Croix Rouge Locale
3	PCRRCACC/Mairie	CCAC, CRP, CCCDA, RDC, RP, RAI, CDSN eau, CDSBEE, CSTR, GCLCAM Responsables d'ONG, Représentant des personnes vivant avec un handicap, Représente des Association de femmes, PACD, POSC de la Commune, Président Croix Rouge Locale
4	CNA/MAEP	MAEP/Etat central, Communes et collectivité locales, secteur privé, ONG, Chambre Nationale d'Agriculture, OPA producteurs et productrices
5	CDeS/PDA	Mairie, DDAEP, ATDA, CCIB, Chambre inter métier (CIM), CCIB, CIA, PNOPPA, UCP (Union communale des producteurs), ONG
6	CeCOS/ATDA	Mairie ; DDAEP ; ATDA ; Chambre inter métier (CIM), CCIB CIA, PNOPPA, UCP (Union communale des producteurs), ONG

Source : Documentation et Enquêtes de terrain (Août 2021)

Ce tableau montre qu'il existe au niveau national un seul espace de dialogue formel logé au MCVDD. Il s'agit du CNCC. Ce cadre compte un seul représentant d'ONG du domaine des changements climatiques. Les ministères les plus concernés sont représentés. Il s'agit de : MAEP ; MEM et MCVDD. Les OPA et les groupes vulnérables ne sont pas représentés à cette instance de réflexion sur le changement climatique. Ce qui traduit une faible implication des OSC dans cet espace de dialogue sur le changement climatique. De plus on note l'absence d'un représentant des PTF et du secteur privé. **Ce cadre de dialogue n'est donc pas inclusif.**

Les espaces de dialogue tels que PDRRCACC et PCRRCACC sont ceux mis en place par les préfectures et les mairies pour la gestion du CC. Ces derniers fonctionnent au besoin et sont moins dynamiques.

Quant aux trois autres que sont CNA, CDeS et CeCOS, ils sont enregistrés dans le secteur agricole et sont moyennement dynamiques.

5.2 Analyse FFOM des espaces de dialogue existants

En vue de diagnostiquer le fonctionnement des acteurs et espaces de dialogue, il a été utilisé, la matrice FFOM. Les résultats de ce diagnostic sont présentés dans le tableau 3 ci-après :

Tableau 3 : Matrice FFOM

Forces	Faiblesses
- Environnement politique favorable - Existence d'un bon cadre institutionnel, législatif et juridique - Existence de loi sur les changements climatiques - Existence des points focaux au niveau des ministères représentés ; - Existences des rapports d'activités ; - Existence du FNEC ; - Existence au Bénin de plusieurs projets/programmes travaillant sur les questions du changement climatique en partenariat avec plusieurs PTF - Existence d'un cadre juridique favorable à la participation citoyenne au Bénin - Existence d'un arrêté ministériel instaurant le cadre de concertation entre le MAEP et la PASCiB ; - Capitalisation des expériences de la PASCiB au niveau du MAEP. - Présence active de la PASCiB dans le secteur agricole à travers ses relais dans les douze (12) départements et ses points focaux dans les dix (10) communes d'intervention du projet BENKADI ;	- Le cadre n'est pas inclusif car certains acteurs clés ne sont pas représentés. - L'inexistence des points focaux du CNCC dans le département - Faible connaissance des textes en vigueur en matière de la gestion du CC par plusieurs OSC opérant sur le territoire national ; - Insuffisance des espaces de dialogues formels entre l'Etat et les OSC en général et sur les questions du CC en particulier ; - Insuffisance de plaidoyer et de lobbying en direction des organisations internationales dont fait partie le Bénin pour susciter des financements pour les activités liées au CC ; - Non maîtrise des techniques de plaidoyer et de lobbying par la majorité des OSC ; - Non prise en compte des questions liées au CC dans les PDC des Mairies ; - Insuffisance des ressources affectées à la lutte contre les causes et les effets du changement climatique - Faible synergie entre les différents acteurs travaillant sur les CC ; - Faible niveau de connaissances des communautés sur les causes et les vulnérabilités du CC ainsi que les solutions potentielles à l'adaptation
Opportunités	Menaces
- Volonté politique pour accroître le degré de collaboration entre l'Etat et la société civile sur les questions de développement - Existence au Bénin de plusieurs projets/programmes et ONG travaillant sur les questions du changement climatique en partenariat avec plusieurs PTF - Existence de financement pour les actions dans les domaines du changement climatique et de l'environnement.	- Lourdeurs administratives pour les procédures d'approbation et de décaissement des fonds ; - Retard dans la mise en place des fonds - La contrepartie Béninoise n'est pas toujours disponible - Catastrophes naturelles liées aux effets du changement climatique ; - Récurrence du contexte sanitaire difficile lié à la prévalence du Covid 19 ; - Fermeture de l'espace civique.

Source : Documentation et Enquêtes de terrain (Août 2021)

5.2 Note analytique sur les forces et faiblesses ainsi que les opportunités et menaces du fonctionnement des acteurs et espaces de dialogues

La matrice FFOM a montré que le fonctionnement des acteurs et espaces de dialogues existants est confronté à de multiples problèmes (faiblesses) qui risquent de freiner l'exécution de ses activités. Parmi ces faiblesses, les plus à craindre et qui nécessitent une reconversion à court terme sont illustrées par le tableau 4 :

Tableau 4 : Point des faiblesses à relever à court terme

Faiblesses contraignantes	Actions correctives envisageables à court terme
Au niveau national, le cadre n'est pas inclusif. Ce qui pourrait rendre les politiques des CC inefficaces	Faire des plaidoyers vers MCVDD pour un cadre inclusif où tous les acteurs sont représentés
Faible implication des OSC dû aux faibles représentativités dans la composition des espaces de dialogues	Créer une Plateforme Nation des OSC sur les changements climatiques par des actes réglementaires ; Faire des Plaidoyers pour une représentativité importante des OSC dans le CNCC.
Faible connaissance des textes en vigueur en matière de la gestion du CC par plusieurs OSC opérant sur le territoire national	Faire vulgariser les textes en vigueur en matière de la gestion du CC par plusieurs OSC opérant sur le territoire national
Insuffisance des espaces de dialogues formels entre l'Etat et les OSC en général et sur les questions du CC en particulier	Rendre formels à partir des plaidoyers, les espaces de dialogues existants par la prise d'actes réglementaires des autorités concernées
Dépendance vis-à-vis des leaders d'opinion	Sensibiliser les OSC à respecter leurs engagements et faire du lobbying envers les leaders d'opinion
Non maîtrise des techniques de plaidoyer et de lobbying par la plupart des OSC	Renforcer les capacités des OSC légales en techniques de plaidoyer et de lobbying
Non prise en compte des questions liées au CC dans les PDC des Mairies ;	Mener des actions de plaidoyers et de lobbying auprès des autorités territoriales pour la prise en compte dans les prochains PDC de nouvelle génération les questions liées au CC
Faible synergie entre les différents acteurs travaillant sur les CC	Initier la création d'un creuset visant à instaurer une synergie probante entre les différents acteurs travaillant sur les CC ;
Faible niveau de connaissances des communautés sur les causes et les vulnérabilités du CC ainsi que les solutions potentielles à l'adaptation	Former sur et/ou renforcer le niveau de connaissances des communautés sur les causes et les mesures d'adaptation aux effets des CC

Source : Documentation et Enquêtes de terrain (Août 2021)

Toutefois, il est noté que les forces des acteurs et espaces de dialogues constituent un atout considérable pour le projet BENKADI Bénin. Mises à part les faiblesses relevées et qui pourraient jouer à court terme sur l'exécution du projet, ce dernier pourrait également faire face aux menaces qui viennent de l'extérieur. Il s'agit de :

- i) Récurrence du contexte sanitaire difficile lié à la prévalence du Covid 19;
- ii) Fermeture de l'espace civique.

6. ANALYSE DES POUVOIRS

6.1 Délimitation du système

Au Bénin, les changements climatiques constituent aujourd'hui une menace potentiellement majeure pour l'environnement et le développement durable mettant à mal la synergie existante entre les piliers économie-environnement-social. Le pays a ratifié plusieurs conventions notamment la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques en 1992, entrée en vigueur en 1994. Le Bénin a également ratifié le protocole de Kyoto qui définit les mécanismes de flexibilité dont celui de développement propre (MDP). La poursuite du réchauffement global aura pour conséquences des températures plus élevées, une humidité moindre et une variabilité accrue des précipitations. Ces phénomènes engendrent des perturbations importantes des activités économiques et socioculturelles des communautés et compromettent le développement humain durable du fait des déplacements des saisons, la perturbation de la biodiversité, et la dégradation des terres exploitables.

Au Bénin, plusieurs risques climatiques ont été identifiés comme risques majeurs à potentialité générale (inondations, sécheresse, pluies tardives et violentes). Les secteurs les plus vulnérables à ces risques climatiques sont l'eau (disponibilité limitée, modification de la qualité et de la quantité, déficit hydrique), l'agriculture (baisse des rendements agricoles, décalage des dates des semis), l'énergie (vulnérabilité des barrages hydroélectriques aux périodes prolongées de sécheresse), la santé (prévalence des maladies hydriques), les écosystèmes (menaces pour la biodiversité), les zones côtières (élévation du niveau de la mer, érosion côtière).

Les habitants sont confrontés aux impacts du changement climatique à travers des inondations cycliques annuelles, la montée des eaux de l'Océan Atlantique, la chaleur intense et les poches de sécheresse ayant pour conséquences la dégradation des terres, l'érosion côtière, l'insécurité alimentaire. Les communautés pauvres sont les plus vulnérables au changement climatique du fait de leur capacité d'adaptation et de résilience limitée et leur grande dépendance aux ressources à forte sensibilité climatique, telles que les ressources en eau, le bois énergie et les sols. Les communes les plus touchées sont celles d'intervention du présent projet BENKADI qui vise à opérer un changement à travers la maîtrise des acteurs et des actions de plaidoyer efficace. Ces communes sont : DANGBO ; AGUEGUE ; OUESSE ; DASSA ; ZAKPOTA ; OUIHI ; GRAND-POPO ; ATHIEME ; KARIMAMA ; MALANVILLE.

6.2 Identification des acteurs : leur niveau d'influence

Qui sont les acteurs clés, quels sont leurs intérêts et leurs relations avec le programme BENKADI ? Comment sont-ils liés les uns aux autres en termes de relations de pouvoir ?

Tableau 5 : Matrice des influences

N°	Acteurs et réseaux	Intérêts	Positions	Niveau politique	Influences	Ressources/dispositions utilisées
1	DGEC	Respect des conventions ; Mise en œuvre des politiques nationales en matière de CC	Alliés	National	Très influent	Ressources humaines financières et matérielles
2	FNEC/MCVDD	Mobilisation de financement pour le respect des conventions et la mise en œuvre des politiques en faveur de l'environnement et du climat	Alliés	National	Très influent	Ressources financières
3	DT MAEP	la prise en comptes des enjeux environnementaux dans l'élaboration des politiques et programmes	Alliés	National	Très influent	Ressources financières, humaines et matérielles
4	Les leaders d'Opinion	les actions vers l'environnement et le climat doivent tenir compte de leur intérêt	Opposants	National et local	Très influent	Ressources financières et humaines
5	MDGL	Respect des lois environnementales au niveau communal	Alliés	National	Très Influent	Ressources financières, humaines et matérielles
6	DPP/MDCAG	Intégrer la lutte contre les effets du changements climatiques dans les politiques sectorielles de développement ; le bien-être de la population	Alliés	National	Très influent	Ressources financières, humaines et matérielles
7	ANPC/MISPC	Veille de l'éco citoyen sur les enjeux de l'environnement et à la régularisation des OSC	Alliés	National	Très Influent	Compétences techniques et ressources matérielle et humaines
8	AB	Elaboration et respect des lois et décret environnement tau	Alliés	National	Très Influent	Ressources financières, humaines et matérielles
9	DG Eau/MEM	Respect des lois liées à la gestion des ressources en eau	Alliés	National	Très influent	Ressources financières, humaines et matérielles
10	Mairie	Intégrer la gestion du CC lors de la planification	Alliés	Local	Influent	Compétences techniques

N°	Acteurs et réseaux	Intérêts	Positions	Niveau politique	Influences	Ressources/dispositions utilisées
11	Les CHEFFERIES	la conservation des ressources naturelles	Alliés	Local	Influent	La conservation de la tradition
12	PASCIb	Assurer le dialogue multi-acteurs dans la gestion du CC; augmenter le niveau d'implication des OSC dans la gestion du CC.	Alliés	National	Influent	Compétences techniques et managériales; expériences avérées dans le plaidoyer et le lobbying
13	Maison de la société civile	assurer l'implication des OSC dans la gestion du CC	Alliés	National et local	Peu Influent	Compétences techniques
14	Réseau pro-environnement	Accroître le niveau d'implication des membres ONG dans la gestion du CC	Alliés	National et local	Peu influent	Compétences techniques
15	PNOPPA	Accroître le niveau d'implication des membres dans la gestion des terres et pour une agriculture intelligente	Alliés	National et local	Peu influent	Compétences techniques
16	GIC	la réduction de la déforestation	Alliés	Local	Pas Influent	compétences techniques et ressources humaines
17	UIGREN	La gestion durable des ressources forestières	Alliés	Local	Pas Influent	compétences techniques et ressources humaines
18	ONG JEVEV	la promotion de l'économie verte	Alliés	Local	Pas Influent	compétences techniques et ressources humaines
19	CIPCRE	la préservation de l'environnement	Alliés	National et Local	Pas Influent	compétences techniques et ressources humaines
20	JUMaN	la promotion du développement durable	Alliés	Local	Pas Influent	compétences techniques et ressources humaines
21	JESED	la promotion du développement durable	Alliés	Local	Pas Influent	compétences techniques et ressources humaines
22	OFEDI	Promouvoir la contribution des femmes au développement durable	Alliés	Local	Pas Influent	compétences techniques et ressources humaines
23	BEES	la valorisation, la conservation et la résilience des écosystèmes	Alliés	National et Local	Pas Influent	compétences techniques et ressources humaines

Source : Documentation et Enquêtes de terrain (Août 2021)

Tableau 6 : Matrice des pouvoirs des acteurs clés (*Sens de lecture de la matrice: de la colonne à la ligne*)

Relation entre les acteurs	DGEC	FNEC	DGEau	DT MAEP	MISPC	MAIRIE	PASCIB	RPRoE	MSC	PNOPPA	JEVEV	BEES	CIPCRE	LES Leaders d'Opinion	OFEDI	JESED	UIGREN	JUMaN	GIC	UPC	Apiculteurs	Eleveurs	Les chefferies
DGEC		=	=	=	=	+	X	X	X	X	X	X	X	-	X	X	X	X	X	X	X	X	X
FNEC	=		=	=	=	+	X	X	X	X	X	X	X	-	X	X	X	X	X	X	X	X	X
DG Eau	-	-		X		+	X	X	X	+	X	X	X	-	X	X	X	X	X	X	X	X	X
DT MAEP	-	X	=		=	+	=	+	X	+	=	X	X	-	X	X	X	X	X	X	X	X	X
MISPC	=	=	=	=		+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+
Mairie	-	-	-	-	-		X	=	X	+	+	+	+	-	+	X	X	X	X	X	X	X	=
PASCIB	-	X	X	=	-	X		+	X	=	X	+	X	-	X	X	X	X	X	X	X	X	X
R PRoE	-	X	X	X	-	X	-		X	X	+	+	+	-	-	X	X	X	X	X	X	X	X
MSC	-	X	X	X	-	X	X	X		X	+	X	X	-	+	X	X	X	X	X	X	X	X
PNOPPA	-	X	-	-	-	-	-	X	X		X	X	X	-	=	X	=	X	=	=	=	=	-
JEVEV	-	X	X	X	-	-	X	-	-	X		=	=	-	=	X	X	X	X	=	=	=	=
BEES	-	X	X	X	-	-	-	-	X	X	=		X	-	=	X	X	X	X	X	X	X	X
CIPCRE	-	X	X	X	-	-	X	-	X	X	=	X		-	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Les leaders d'opinion	+	+	+	+	-	+	+	+	+	+	+	+	+		+	+	+	+	+	+	+	+	+
OFEDI	-	X	X	X	-	-	X	-	X	=	=	=	=	-		X	X	X	X	X	X	X	-
JESED	-	X	X	X	-	-	X	X	X	X	X	X	X	-	X		X	X	X	X	X	X	X
UIGREN	-	X	X	-	-	-	X	X	X	=	=	X	X	-	X	X		X	X	=	=	X	X
JUMaN	-	X	X	X	-	-	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		X	X	X	X	-
GIC	-	X	X	-	-	-	X	X	X	=	X	X	X	X	-	X	=	X		=	=	=	-
UPC	-	X	X	-	-	-	X	X	X	=	X	X	=	-	X	X	=	X	=		=	=	-
Apiculteurs	-	X	X	-	-	-	=	X	X	-	X	X	=	-	X	X	=	X	=	=		=	-
éleveurs	-	X	X	-	-	-	X	X	X	=	X	X	=	-	X	X	-	X	=	=	=		-
Les chefferies	-	X	X	X	-	X	X	X	X	X	X	X	X	-	X	X	X	X	X	+	+	+	

Source : Documentation et Enquêtes de terrain (Août 2021)

Légende : X : Aucune relation ; = : pouvoir avec (travailler ensemble) ; + : pouvoir sur (est dominant) ; - : est dominé par

De ces tableaux, il ressort un véritable jeu de pouvoir variable entre les principaux acteurs identifiés. Les acteurs étatiques (DGEC ; FNEC ; DG Eau ; DT du MAEP ; MISPC ; DGEF/MEF) travaillent ensemble et en synergie. Ils pratiquent donc le « pouvoir avec ». Mais s'agissant de leurs relations avec les OSC, ils pratiquent le « pouvoir sur » à hauteur de 90%. Par ailleurs, il faut noter une absence de synergie d'actions entre les OSC et leurs faitières. Les relations entre ces dernières sont presque inexistantes. Ce qui affaiblit leur capacité à changer les rapports de forces avec ceux qui les dominent. Dans les communes d'intervention de BENKADI, les leaders d'opinion constituent un acteur qui exerce un « pouvoir de » sur tous les autres acteurs. Ils s'appuient sur les ressources financières et leurs appartenances politiques pour atténuer le pouvoir des membres des OSC. Ce jeu de pouvoir entre les leaders d'opinion et les autres acteurs constituent un grand frein pour le changement. Ils sont donc les premiers opposants de BENKADI.

6.3 Structures et normes

Comment se fait-il que ces relations de pouvoir soient telles qu'elles sont ? Quelles normes et structures expliquent ces relations de pouvoir ?

Tableau 7: Structures, normes et leurs effets sur les relations de pouvoir

Structure et Normes	Quels acteurs sont détenteurs de pouvoir et quels sont ceux qui ne le sont pas par rapport à cette structure ou à cette norme ?		De qui ces structures et ces normes permettent-elles l'inclusion ? De qui ces structures et ces normes encouragent-elles l'exclusion ?	
	Détenteurs de pouvoir	Non détenteurs de pouvoir	Inclus	Exclu
DÉCRET N° 2019- 547 DU 11 DECEMBRE 2019 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable.	DGEC	Les OSC en générales; en particulier celles défendant les femmes; les jeunes et personnes vivant avec un handicap	Collectivités locales Préfecture Directions départementales	Les OSC Les Leaders religieux/Chefferies ; les éleveurs ; apiculteurs
L'Association Nationale des Communes du Bénin (ANCB) est créée le 7 novembre 2003 à l'issue d'un congrès constitutif à Cotonou, dont le but principal est de constituer un cadre commun de défense des intérêts et de promotion du développement des communes du Bénin.	ANCB	Les OSC	Les collectivités locales	Les Leaders religieux/Chefferies ; les éleveurs ; apiculteurs
DÉCRET N° 2018-062 DU 15 Février 2018 portant création, attributions, organisation et fonctionnement de l'Agence Nationale de Protection Civile (ANPC).	ANPC	Les OSC	Les Mairies, Les Préfectures	Les Leaders religieux/Chefferies ; éleveurs ; apiculteurs
Arrêté N°161/MISPC/SGM/ANPC/SA/094SGG19 du 30 septembre 2019 portant attributions, organisation et fonctionnement de la plate	Les collectivités locales	Certaines ONG	Certaines ONG	Les Leaders religieux/Chefferies ; éleveurs ;

Structure et Normes	Quels acteurs sont détenteurs de pouvoir et quels sont ceux qui ne le sont pas par rapport à cette structure ou à cette norme ?		De qui ces structures et ces normes permettent-elles l'inclusion ? De qui ces structures et ces normes encouragent-elles l'exclusion ?	
	Détenteurs de pouvoir	Non détenteurs de pouvoir	Inclus	Exclu
forme de gestion du CC				apiculteurs
Des Lois traditionnelles (Interdits ; Initiation ; les sacralisations)	Les chefs traditionnels	Les OSC ; Les femmes ; éleveurs ; apiculteurs etc		Les femmes ; le secteur privé ; les OSC

Source : Documentation et Enquêtes de terrain (Août 2021)

6.4 Politiques et concertations

Dans la gestion du CC, le pouvoir légitime est détenu par les acteurs étatiques (gouvernement à travers les ministères et leurs services déconcentrés au niveaux départementaux et communaux, etc.), les collectivités locales (les maires et les divers chefs services au niveau des mairies, les élus locaux de base, etc.) et les chefferies traditionnelles. Il est à noter que les acteurs de la société civile, les jeunes, les femmes, les personnes vivant avec un handicap, des groupes socio-culturels sont souvent relevés au second rang dans le processus de prise de décision et dans certains espaces de dialogues.

Ainsi, les acteurs exclus du processus décisionnel utilisent plusieurs stratégies d'influence pour exprimer leurs préoccupations et leurs intérêts stratégiques. On a par exemple :

- La création et la revendication des espaces autonomes à partir de ou contre des groupes détenteurs de pouvoir tels que les élites, les OSC, etc.
- Usage des médias à travers la presse écrite, les radios communautaires pour se faire voir et entendre.
- Organisation des actions de pression au niveau local et les résultats de ces actions permettent d'envisager oui ou non d'autres actions cette fois-ci au niveau national pour les groupes marginalisés afin d'aborder les questions d'inclusion et de participation.
- Organisation des meetings et sit-in dans les lieux où se retrouvent les détenteurs de pouvoir.
- Usage du pouvoir invisible à travers une délimitation de frontières psychologiques et idéologiques de la participation en incluant les leaders religieux et la chefferie traditionnelle pour essayer de faire renverser la tendance en leur faveur.

Par ailleurs la politique vient déstabiliser toute organisation ou action des non détenteurs du pouvoir visant à manifester leur mécontentement.

6.5 Leviers

Pour atteindre les objectifs de BENKADI, les points de leviers ci- après sont identifiés et présentés dans le tableau 9.

Tableau 8 : Leviers identifiés

Leviers	Le levier induit-il un changement systémique ? (peu probable, probable, très probable)	Pertinence et efficacité pour les objectifs spécifiques et les résultats intermédiaires (Faible, moyen, élevé)	Des fruits mûrs ? (Peu probable, probable, très probable)	Le levier génère-t-il un impact à long terme ? (Peu probable, probable, très probable)	Les trois leviers les plus prometteurs selon les entretiens et la réunion de collecte de données avec BENKADI (cochez les plus prometteurs avec un + et les moins prometteurs avec un -).
Faire de plaidoyers vers l'ANPC ; MAEP ; MCVDD ; MDGL pour Faciliter l'implication des OSC dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi évaluation des politiques de gestion des CC	Très probable	Élevé	Très probable	Très probable	+
Faire des plaidoyers vers le MCVDD pour une représentation effective et significative des OSC dans les composantes du CNCC	Très probable	Élevé	Très probable	Très probable	+

Leviers	Le levier induit-il un changement systémique ? (peu probable, probable, très probable)	Pertinence et efficacité pour les objectifs spécifiques et les résultats intermédiaires (Faible, moyen, élevé)	Des fruits mûrs ? (Peu probable, probable, très probable)	Le levier génère-t-il un impact à long terme ? (Peu probable, probable, très probable)	Les trois leviers les plus prometteurs selon les entretiens et la réunion de collecte de données avec BENKADI (cochez les plus prometteurs avec un + et les moins prometteurs avec un -).
Faire des plaidoyers pour la mise en place des relais du CNCC au niveau départemental et communal pour une politique efficace des CC tout en veillant à accorder une place significative aux OSC	Très probable	Élevé	Très probable	Très probable	+
Dynamisation de la plateforme de gestion des CC dans les communes et les intégrer dans les relais des CC.	Très probable	Élevé	Très probable	Très probable	-
Faire des actions de lobbying envers l'AB ; MISPC ; MCVDD les Directions départementales afin de faciliter la vulgarisation des lois et textes environnementaux et la stratégie de mise en œuvre aux niveaux départemental, inter - communal et communal	Très probable	Élevé	Très probable	Très probable	+

Leviers	Le levier induit-il un changement systémique ? (peu probable, probable, très probable)	Pertinence et efficacité pour les objectifs spécifiques et les résultats intermédiaires (Faible, moyen, élevé)	Des fruits mûrs ? (Peu probable, probable, très probable)	Le levier génère-t-il un impact à long terme ? (Peu probable, probable, très probable)	Les trois leviers les plus prometteurs selon les entretiens et la réunion de collecte de données avec BENKADI (cochez les plus prometteurs avec un + et les moins prometteurs avec un -).
Création d'une plateforme Nationale des OSC intervenant dans les CC par des actes réglementaires et la doter des outils de performances	Très probable	Élevé	Très probable	Très probable	+
Former les acteurs clés sur les thématiques du changement climatique	Très probable	Élevé	Très probable	Très probable	+
Renforcement de capacité des OSC membres de la plateforme sur le plaidoyer/lobbying	Très probable	Élevé	Très probable	Très probable	+
Former sur et/ou renforcer le niveau de connaissances des communautés sur les causes et les mesures d'adaptation aux effets des CC	Très probable	Élevé	Très probable	Très probable	-

Source : Documentation et Enquêtes de terrain (Août 2021)

7. SITUATION DE RÉFÉRENCE DES INDICATEURS DE BENKADI BENIN

Dans le cadre du renseignement des indicateurs de base, les travaux de la présente étude nous ont permis de n'identifier que sept (7) espaces de dialogues (Tableau 9). Toutefois, le nombre d'OSC intervenant sur les questions du changement climatique au Bénin et impliqués dans les espaces de dialogue est de vingt cinq (25). Le tableau 10 fait le point des indicateurs de base de l'étude tandis que le tableau 11 présente le point d'autres indicateurs.

Tableau 9 : Nombre d'espaces de dialogue et OSC impliquées

N°	Espaces de dialogue	Structures membres	Nombre d'OSC impliquées
1	CNUCC	Un représentant des directions suivantes DGEC ; DGEFC ; Point Focal CCNUCC ; DODD ; DPP/MDCAG ; DGB ;CBRSI ; DGE ; DGEau ; DPV ; DGGL ; DM ; MS ; ANCB ; CCIB et un représentant d'ONG du domaine des changements climatiques.	1
2	PDRRCACC	CCAC, CRP, CCCDA, RDC, RP, RAI, CDSN eau, CDSBEE, CSTR, GCLCAM Responsables d'ONG, Représentant des personnes vivant avec un handicap, Représente des Association de femmes, PACD, POSC du département, Président Croix Rouge Locale	5
3	PCRRACC	CCAC, CRP, CCCDA, RDC, RP, RAI, CDSN eau, CDSBEE, CSTR, GCLCAM Responsables d'ONG, Représentant des personnes vivant avec un handicap, Représente des Association de femmes, PACD, POSC de la commune, Président Croix Rouge Locale	3
4	CNA	MAEP/Etat central, Communes et collectivité locales, secteur privé, ONG, Chambre Nationale d'Agriculture, OPA producteurs et productrices	
5	CDeS	Mairie, DDAEP, ATDA, CCIB, Chambre inter métier (CIM), CCIB, CIA, PNOPPA, UCP (Union communale des producteurs), ONG	3
6	CeCOS	Mairie ; DDAEP ; ATDA ; Chambre inter métier (CIM), CCIB CIA, PNOPPA, UCP (Union communale des producteurs), ONG	

Tableau 10 : Indicateurs de base de l'étude

Indicateur	Description de l'indicateur/ sous indicateur	Méthode de calcul	Unité	Valeurs initiales	Valeurs actuelles	Observation
Espaces de dialogue	Réseaux ou Plateformes ou Cellules ou Cadre de concertation regroupant divers acteurs	Comptage ou dénombrement par espace de dialogue	Cadre de concertation	Inconnues	6	✓ 1 au niveau national pour les CC (CNCC) ; ✓ 2 au niveau local pour les CC et moins performants (PDRRCACC; PCRRACC) et 3 dans le secteur agricole (CNA ; CeDeS ; CeCOS) ✓ Seul CNCC (Décret 2020-260 du 29 avril 2020) regroupe les secteurs clés du changement climatique (la GDT et la GIRE; agriculture; environnement)
OSC impliquées	OSC impliquées dans les espaces de dialogue	Comptage ou dénombrement des OSC	OSC	Inconnues	12	Au niveau national seul un représentant des ONG fait partie de la composante du CNCC. Les acteurs tels que les OPA et les groupes vulnérables ne font pas partie du CNCC. D'où une faible implication des OSC. De même les PTF et le secteur privé ne sont pas représentés. CNCC : 1 OSC impliquée Dans les espaces de dialogues sur les CC mise en place par la préfecture au niveau départemental et communal, on compte 5 OSC mêmes OSC présentes dans PDRRCACC et PCRRACC Au niveau de l'agriculture en particulier, on compte pour 3 OSC pour la CNA et 3 autres mêmes OSC pour le CDeS et le CeCOS.

Source : Données du terrain, Tableau 9, (Even FEC, Septembre 2021)

Tableau 11: Autres indicateurs de l'étude

Indicateur	Description de l'indicateur/ sous indicateur	Méthode de calcul	Unité	Valeurs initiales	Valeurs actuelles
Acteurs Etatiques	Ministères et structures intervenant sur les questions des CC	Comptage ou dénombrement	Structure/Institution	Inconnues	34
PSTF	PSTF/ Projets/Programmes intervenant sur les questions des CC	Comptage ou dénombrement	PSTF/ Projets/Programmes	Inconnues	16
ONG ou OSC Faïtières	ONG ET OSC Faïtières intervenant sur les questions des CC	Comptage ou dénombrement	ONG ou OSC Faïtières	Inconnues	5
Acteurs du secteur privé	Structures du secteur privé Faïtières intervenant sur les questions des CC	Comptage ou dénombrement	Structure du secteur privé	Inconnues	3
(OSC) intervenant dans les communes	OSC ou ONG ou Organisations intervenant sur les questions des CC dans les communes	Comptage ou dénombrement	OSC ou ONG ou Organisations	Inconnues	38
Les Chefferie	Autres Acteurs Etatiques ou Non intervenant dans les communes	Comptage ou dénombrement	Autres Acteurs Etatiques ou Non	Inconnues	1
Acteur invisible	Acteur invisible	Comptage ou dénombrement			1
Total					98

Source : Données du terrain, Tableau 1, (Even FEC, Septembre 2021)

8. STRATEGIE D'APPROCHE EN RELATION AVEC LA THÉORIE DE CHANGEMENT DU PROJET BENKADI POUR UNE MEILLEURE MAÎTRISE DES ACTEURS ET UNE EFFICACITÉ DES PLAIDOYERS.

D'après la théorie du changement de BENKADI, un plaidoyer efficace auprès des décideurs publics constitue un moyen et une stratégie. En effet, lorsque ce plaidoyer est basé sur la mobilisation des citoyens et des représentants des OSC, en utilisant des preuves / recherches et les résultats du suivi et l'efficacité des politiques publiques sur le changement climatique, il devient effectivement une stratégie d'approche.

En effet, le fait que les OSC et les communautés à la base seront formées pour suivre les engagements et la mise en œuvre des politiques publiques, va créer un dialogue et une responsabilisation ascendants des OSC et des citoyens. La PASCiB au Bénin par exemple a une forte connaissance de l'environnement politique et un ancrage national pouvant lui permettre d'influencer durablement les politiques tant au niveau national que local. Toute chose qui contribuera à la durabilité des effets du programme. Les actions de cette stratégie comprendront :

- La bonne maîtrise des catégories d'acteurs en présence à divers niveaux et domaines ;
- L'organisation de la participation citoyenne (citoyens, OSC, femmes, jeunes, personnes vivant avec un handicap) dans l'espace civique (espace de dialogue et de prise de décisions, politiques publiques) ;
- La mise en place de dispositif de veille citoyenne dans le but d'apporter des contributions pertinentes aux politiques et stratégies sectoriels dans les secteurs, de l'agriculture, de l'eau et du cadre de vie en général ;
- Le plaidoyer et le lobbying efficaces auprès des décideurs publics pour influencer le changement.

Partant, le changement voulu sera obtenu grâce à la participation des acteurs à des degrés divers de la mise en œuvre et au suivi – évaluation des politiques d'atténuation et d'adaptation climatiques. Ceci s'est révélé à travers le diagnostic des forces et faiblesses du fonctionnement des acteurs et espaces de dialogues. Le plaidoyer et le lobbying de même que la formation des acteurs donneront une célérité à ce changement parce qu'à travers la présente cartographie, les acteurs en présence seront maîtrisés ainsi que leurs influences et intérêts.

9. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Conclusion

Grâce à la présente étude, la plupart des acteurs intervenant directement ou indirectement sur les questions des changements climatiques au Bénin ont été identifiés. Aussi, a-t-elle permis de procéder à un diagnostic du fonctionnement de ces acteurs ainsi que des espaces de dialogue. Certes, il y a eu des acquis au niveau de PASCiB mais beaucoup de choses restent à faire sous BENKADI pour pérenniser ces acquis et aller plus loin dans l'atténuation des effets du changement climatique dans le secteur de l'agriculture. L'analyse des résultats a montré qu'il y a beaucoup à faire dans la création et la formalisation des espaces de dialogues centrés sur les questions de changement climatique. De toutes les façons, pour combler les gaps, BENKADI fera du plaidoyer et du lobbying sa stratégie centrale.

Recommandations

- ✓ Faire du Plaidoyer/lobbying envers les acteurs étatiques pour l'implication des OSC dans la gestion du CC
- ✓ Faire des plaidoyers pour la dynamisation du CNCC et favoriser l'implication effective des OSC dans la gestion du CC.
- ✓ Faire des plaidoyers pour la création et la dynamisation des démembrements du CNCC (des relais) dans les départements et communes d'intervention de BENKADI.
- ✓ Faire des plaidoyer/Lobbying pour la prise en compte des OSC à la base.
- ✓ Mettre en œuvre un plan de renforcement de capacité sur les techniques de plaidoyer/lobbying ;
- ✓ Faire des plaidoyers pour la vulgarisation des textes en vigueur sur les changements climatiques ;
- ✓ Mettre en œuvre un plan de renforcement de capacité sur les thématiques liés aux CC.
- ✓ **Rendre formels à partir des plaidoyers, les espaces de dialogues existants par la prise d'actes réglementaires des autorités concernées**
- ✓ Mener des plaidoyers et lobbying auprès des autorités territoriales pour la prise en compte dans les prochains PDC de nouvelle génération les questions liées au CC

Bibliographie

1. Ahlonsou E., Aho N. et Lawin E. A. (2015). Etude sur les approches, méthodes et outils pour l'évaluation de la vulnérabilité aux changements climatiques dans le contexte du Bénin. Rapport final, Direction Générale des Changements Climatiques, Cotonou, 151 p.
2. Ahlonsou O. C (2011). Comportement des acteurs béninois de la chaîne du tourisme face aux changements climatiques. Mémoire. Centre d'études touristiques CET/AAT-IPAAM, Cotonou 71p.
3. Agossou D.S.M., Tossou C.R., Vissoh V.P. et Agbossou, K.E., (2012). Perception des perturbations climatiques, savoirs locaux et stratégies d'adaptation des producteurs agricoles béninois. African Crop Science Journal, Vol. 20, Issue Supplements2, pp. 565 – 588.
4. Atidegla C.S., Koumassi H.D. et Hounmenou C. 2020. Risques climatiques et production agricole au Bénin : effets, perceptions et stratégies d'adaptation. Actes du 33^{ème} Colloque de l'Association Internationale de Climatologie, AIC 2020, du 01 au 04 Juillet 2020, Rennes, France, Pages 83-88
5. Boko M. (1988). Climats et communautés rurales du Bénin : Rythmes climatiques et rythmes de développement. Th. de Doct. d'Etat ès Lettres et Sc. Hum. Univ. de Bourgogne, Dijon. France, 2 volumes. 601 p.
6. Boko M., Kosmowski F., Vissin E. W. (2012). Les enjeux des changements climatiques au Bénin. Konrad-Adenauer-Stiftung. Programme pour le Dialogue Politique en Afrique de l'Ouest. 72 p.
7. Bokonon-Ganta E.B. (1987). Les climats de la région du Golfe du Bénin. Th. de Doct. de 3^{ème} Cycle. Institut de Géographie, Univ. de Paris-Sorbonne, Paris, 248 p. + annexe.
8. Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH (2017) État des lieux pour identifier des approches permettant d'intégrer l'adaptation au changement climatique aux niveaux sectoriel et communal à la planification politique, à la programmation et à la budgétisation au Bénin (« l'analyse NAP Align »)
9. Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH et KfW (2016) , Cartographie des acteurs de la Foresterie Communautaire en RDC – un aperçu des intervenants, de la vision et les défis dans sa mise en œuvre
10. DG-Eau (2008). Annales hydrologiques des années 2003 à 2007, Cotonou, Bénin, 198p.
11. DG-Eau (2015). Détermination des seuils et niveaux d'alerte relatifs aux risques d'élévation du niveau de la mer et d'érosion côtière au Bénin. Rapport, DG-Eau, Cotonou, 182p.
12. DGEFC (2018). Rapport annuel d'activité 2017. DGEFC/MCVDD, Cotonou, 93 p.
13. DGEFC (2019). Cadre de procédure pour la réduction des impacts sociaux négatifs potentiels de la restriction de l'accès aux forêts classées. Projet Forêts classées du Bénin. DGEFC/MCVDD, Cotonou. 118p.
14. DGFRN (2012). Politique forestière nationale. MEHU, Cotonou, 54 p.
15. DGFRN (2014). Stratégie Nationale et plan d'actions de valorisation des Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL) prioritaires du Bénin : cas des fruitiers sauvages. Projet d'Appui à la Promotion des Produits Forestiers Non Ligneux (PAP-PFNL). DGFRN/MECGCCRPNF, Cotonou, Bénin. 143 p.

16. DGFRN (2016). Annuaire des Statistiques Forestières 2014-2015. DGFRN/MCVDD, Cotonou, 76 p.
17. Djibril, I. (2016), Benin's experience on Governance and coordination in the context of the formulation and implementation of national adaptation plan (NAP),
18. GIEC (2014a). Changements climatiques 2014 : Rapport de synthèse. Contribution des Groupes de travail I, II et III au cinquième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat 33 p.
19. Hounkponou K. S. (2015). Rapport d'étude sur les impacts des changements climatiques et avancées en matière d'adaptation : Cas du bassin de Tèwi dans la Commune de Dassa-Zoumè au Bénin. Réseau Climat et Développement. IDID Bénin. 32 p.
20. Issa M. S. (2012). Changements climatiques et agrosystèmes dans le Moyen Bénin : Impacts et stratégies d'adaptation. Th. de Doct. de l'Univ. D'Abomey-Calavi, Cotonou, Bénin, 273 p.
21. Ogouwalé Sylvestre, Atidegla Capo Séraphin, Sintondji O. Luc, 2021. Demonstrations of hydro climatic constraints and populations' adaptations in Okpara watershed at Nano outlet. International Journal of Engineering Research and Application, February 2021, Vol. 11, Issue 2, (Series-III), pp 39-47 ISSN: 2248-9622.
22. Performance Management Consulting (2009), Stratégie d'opérationnalisation et déclinaison en plans d'investissements sectoriels de la vision Bénin 2025.
23. Ministère du cadre de vie et de Développement durable : Stratégie de développement à faible intensité de carbone et résilient aux changements climatiques du Bénin 2016 - 2025
24. Décret numéro 2011-834 du 30 décembre 2011, portant création, composition, attributions et fonctionnement de la plate-forme nationale de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation au changement climatique en République du Bénin
25. Ministère d'état chargé de la coordination de l'action gouvernementale, du plan, du développement et de la promotion de l'emploi, United Nations Development Programme (2000). Bénin 2025, Alafia (stratégies de développement du Bénin à long terme).
26. Ministère du cadre de vie et du développement durable (2017), Arrêté N 17/MCVDD/DG/SGM/DGEC/SA016SGG17, Portant nomination des chefs de services de la Direction Générale de l'Environnement et du Climat.
27. Ministère du cadre de vie et du développement durable (2016), Arrêté N 055/MCVDD/DG/SGM/DGEC/SA017SGG16, Portant attributions, organisation et fonctionnement de la Direction Générale de l'Environnement et du Climat.
28. Ministère du cadre de vie et du développement durable (2017), Arrêté N 019/MCVDD/DG/SGM/DGEC/SA018SGG17, Portant nomination des coordonnateurs des projets et programmes de la Direction Générale de l'Environnement et du Climat.
29. Ministère du cadre de vie et du développement durable (2017), Arrêté N 005/MCVDD/DG/SGM/DGEC/SA003SGG17, Portant nomination des points focaux des accords, conventions et protocoles ratifiés par le Bénin et gérés par le Ministère du cadre de vie et du développement durable.
30. Ministère du cadre de vie et du développement durable, Direction générale des changements climatiques (2016) Stratégie de développement à faible intensité de carbone et résilient aux changements climatiques 2016 – 2025.

31. Présidence de la République du Bénin (2016), Programme d'actions du gouvernement (PAG) 2016-2021 – Projets Phares.
32. Primature (2015). Directives pour l'élaboration du Programme d'Investissements Publics 2016-2018.
33. Présidence de la République (2003). Décret N 2003-142 du 30 avril. Portant création, attributions et fonctionnement du Comité National sur les Changements Climatiques.
34. S. C. Atidegla, C. Hounmènou, 2018. Adaptation des producteurs à la variabilité climatique au Sud- Bénin : cas de la plaine inondable de Gbessou Houékèkomé. Annales des Sciences Agronomiques, Janvier 2018, Vol. 22, N°1, pp 93-113, <http://www.ajol.info>
35. MCVDD, Troisième communication Nationale du Bénin A LA CONVENTION CADRE DES NATIONS UNIES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
36. Séraphin Capo Atidegla, Hervé Dègla Koumassi, Elvire Sènan Houssou, 2017. Variabilité climatique et production maraîchère dans la plaine inondable d'Ahomèy-Gblon au Bénin. International Journal of Biological and Chemical Sciences, Vol. 11, N° 5, pp 2254-2269. on line October 2017 <http://ajol.info/index.php/ijbcs>
37. UNEP/UNDP/WRI (2017), Revue des Dépenses Publiques et Analyse Institutionnelle de la politique Climat (RDPAI Climat) au Bénin. GCF Readiness Programme, mars 2017.
38. Noora Aberman, Eric Haglund et Daouda Koné (2011) ; Cartographie des principaux acteurs de l'adaptation au changement climatique dans le secteur agricole du Mali
39. Note politique de BEES sur l'AbE
40. Cartographie des acteurs et instruments et intégration des concepts dans les politiques climatiques: synthèse des études de cas (France - Guadeloupe/Martinique; Brésil / Etat de Pernambouco; Colombie / Cauca
41. Vissoh Pierre V., Tossou Rigobert C., Houinsou Dedehouanou, Guibert Hervé, Codjia Olivier C., Vodouhe Simplicie D. et Agbossou Euloge K. (2012). Perceptions et stratégies d'adaptation aux changements climatiques : le cas des communes d'Adjohoun et de Dangbo au Sud-Est Bénin, Les Cahiers d'Outre-Mer, 260, 479-492.
42. Voudounnon Totin K. M. et Montcho S. R. : La décentralisation comme réponse à la crise environnementale au Bénin : éléments de prospective pour une territorialisation de l'action climatique

ANNEXES

Annexe 1: Sources de collecte et données secondaires à collecter

Institutions étatiques et structures sous tutelles / Institutions non étatiques et PTF	Données secondaires à collecter
- MCVDD - ME - MAEP - MDCAG - MDGL - MEF	Liste des institutions nationales, locales, régionales et internationales intervenant dans le domaine de CC par Ministère
- Maison de la société Civile - Réseau Pro-Environnement - PASCiB	Liste des OSC/OPA intervenant dans les CC au Bénin par Réseau ou Plate forme
- MCVDD - MAEP - ME - MDGL - MDCAG - MDGL - MEF - Réseau Pro-Environnement - Maison de la société Civile - PASCiB	Liste et références des cadres de concertation ou espaces de dialogue multi-acteurs dans les CC
- MCVDD - MAEP - PASCiB	Instruments juridiques (Conventions, traités, protocoles, accords internationaux, lois et actes réglementaires en vigueur au Bénin)
- MCVDD - MAEP - ME - MDGL - MDCAG - MEF - PASCiB - Maison de la société Civile - Réseau Pro-Environnement	Documents de politiques et de stratégies dans les domaines des CC
- MCVDD - PASCiB - ME - MAEP - MDCAG - MDGL - Maison de la société Civile - Réseau Pro-Environnement	Rapports d'activités et rapports d'étude sur les CC
- FAO	Documents de stratégies, de politique d'appuis, de

- PNUD-FEM - PANAF - BANQUE MONDIALE - CoP - Comité 21 - GIZ - ENABEL - USAID - AFD - UEMOA - CEDEAO - UNION EUROPEENNE - Coopérations bilatérales - SNV (PADAT) - WOORD EN DAAD - PROTOS - THP - DDC - ANCB - PATRONAT - CCIB - CNA	cadre de concertation ou d'espaces de dialogue dans les domaines des CC
- Internet	Documents relatifs aux Communications Nationales et activités du Bénin en matière de Changements Climatiques

Annexe 2 : Liste des personnes ressources rencontrées

2.1 Dangbo et Aguégus

N°	Nom et Prénom	Institution/ Organisation	Poste / Fonction	Contacts (Numéro Tél. whatsApp et Email)
1	HAZOUME Rodrigue	ATDA7	CCEC Dangbo	97367611 hazoumer@yahoo.fr
2	AZANDOTE Damien	ATDA7	IS Aquaculture	98050339
3	HOUNTONDJI Boris	ATDA7	C Maraîchage	96181727 hountondjiboris19848@gmail.com
4	VOGOZIN Placide	Mairie Dangbo	Point Focal Agriculture	97765262 vogplac@yahoo.fr
5	BOLEHAN S. Anick	Mairie Dangbo	C/SPDLCDI	95009763 anicksolean9@gmail.com
6	HOUNKONNOU Nazaïre	AVED ONG Dangbo	Vice- Président	66867597/64309376
7	DOUNNOUK Nathanaël	UCCM- Dangbo	Président	91962917/97381736
8	TOTIN Henri	JEVEV- ONG Dangbo	Directeur Exécutif	94910454/96483818 Ongjevev@gmail.com
9	AHLONSOU Dieudonné	NTC-ONG Aguégus	Cordonnateur	96061585 Ahlonoud25@yahoo.com
10	AVOCETIEN Sévérin	Mairie Aguégus	Agent de la Mairie	97496370
11	TCHOKOTI François	Mairie Aguégus	Chauffeur de la Mairie	97575892
12	ALLOU Sahadatou	Mairie Dangbo	Point Focal RRC – ACC	96962294 alloudjermansahadatou@yahoo.fr
13	HOUSSOU Isidore	Mairie Dangbo	C/DADF	96137916
14	HOUMBOSSANON N. Martin	Mairie Dangbo	C/DEHA	96568775 houmbosmartin@yahoo.com
15	AGOSSOU Guy	PASCIB Dangbo	Relais PASCIB Dangbo	97695217 agoguaye@gmail.com
16	KAKPO Marcellin	PASCIB Dangbo	Relais PASCIB Aguégus	97877837 Maxmahudo17@gmail.com

2.2 Ouèssè et Dassa-Zounmè

ETUDE BENKADI (Préciser le thème):

Ensemble des études qui sont sous le contrôle de REID

1. LISTE DES PERSONNES RENCONTREES

à Ouèssè.

#	Date et lieu	Identification :Nom et Prénom	Institution/ Organisation	Poste/fonction	Contacts (Numéro Tel, WhatsApp et E-mail)
01	12/09/2021 Ouèssè Centre	SOGBO Emile	UCP; UCR; PNOPPA; CDES	Secrétaire Générale Rlt par int. Membre	6121 94 01 / 95 37 41 19
02	13/09/2021 Ouèssè	AKPO Firmin	Mairie/ouèssè	Maire	97 04 94 16 / 95 86 45 77
03	13/09/2021 Ouèssè	MONSIA C. Ganiou	DAM/ouèssè	-	94 818194 / 67 13 61 67
04	13/09/2021 Ouèssè	DETONDE Jean	PAT/ouèssè	-	95 86 89 66 / 97 04 61 49
05	13/09/2021 Ouèssè	DOHOU F. Claude	Mairie	chef div Hyg. Ass	97 11 67 62 / 95 04 32 36
06	13/09/2021 Ouèssè	ADANFONDO Fawoz	ATDAI	Chf. Club Commun	61537343 / 60848474
07	13/09/2021 Ouèssè	TCHEGNINOUGBO Marceline	UCP/ouèssè ACFA - O	Présidente	97 41 23 41
08	13/09/2021 Ouèssè	ZODIN Alphonse	AUB-D	Président	97 85 05 89
09	13/09/2021 Ouèssè	ADIDA Michèle	Exploitant forestier	-	94 25 31 48 / 66 73 39 95
10	13/09/2021 Ouèssè	ADOSSA Nestor	TC (Instituteur des enfants)	Président	95 36 64 17
11	13/09/2021 Ouèssè	AKLOU Emmanuel	CEMATERRE COFORITO	Animateur	95 49 45 54
12	13/09/2021 Ouèssè	TOSSOU H. Igor.	CSAD/Mairie	CSAD	64 63 87 80 / 62 92 32 55

Point focal
PASCAL

Amadou

Amadou

Amadou

Amadou

Amadou

Amadou

Amadou

Amadou

Amadou

ETUDE BENKADI (Préciser le thème):

Ensemble des études qui sont sous le contrôle de REID.

1. LISTE DES PERSONNES RENCONTREES

à Dassa.

#	Date et lieu	Identification :Nom et Prénom	Institution/ Organisation	Poste/fonction	Contacts (Numéro Tel, WhatsApp et E-mail)
01	14/09/2021 Dassa	Dr. Salieu Ousoubou	Préfecture	Préfet	97 11 39 11 / 95 69 15 48
02	14/09/2021 Dassa	M. FAGNON Nicaise	Mairie	Maire	96 39 39 39
03	14/09/2021 Dassa	TOREMIN Habib	GIC	RSE	95 09 72 27
04	14/09/21 Dassa - Zounmè	Awa-AFFOUA URAHA	GIC	Chargé de mission	94 53 58 08
05	14/09/21 Dassa - Zounmè	CASTRO T. Christian	Mairie	C/APPK	67 41 51 16
06	14/09/2021 Dassa - Zounmè	SEDONOU GBO Filimon	Mairie	PF/RAC - Acc CSAD	66 30 02 18
07	14/09/2021 Dassa	AKPOVI Florentin	Préfecture	C/SPAT	62 79 22 56
08	14/09/2021 Dassa	ARI KOTAN Dorcas	Mairie ONG RAPADEL	CA-DASSAZ Rlt	95 50 96 44
09	14/09/2021 Dassa	AGBANI Sylvain	Mairie	Affaire Domestique	95 86 71 71 / 97 57 82 81
10	14/09/2021 Dassa	EZIN Robert	ONG AVOTRIDEB	Rlt	95 35 97 06 / 96 61 57 48
11	14/09/2021 Dassa	OGOUNIGNI Gabriel	ONG LDLD	Rlt	95 81 22 19 / 96 31 18 88
12	14/09/2021 Dassa	ONIKPO Léandre	ONG CPNI FODEC	Rlt	97 32 00 95 / 94 42 16 36
13	14/09/2021 Dassa	AKOUÉ Rodolphe	COFORITO	Animateur	62 59 49 78 / 96 19 05 36
14	14/09/2021 Dassa	ASSOGBA Gbégimou	UDP/UCP	Rlt	95 15 80 13



Annexe 3 : TdR de la mission



7-TDR_AP_Cartographie des acteurs Vf.



bv GUIDE UNIQUE module 1.docx